

2

SOMMAIRE

LES MOTS DES PRÉSIDENTS3
CONTEXTE 2023 4 DANS LE MONDE 5 EN FRANCE 7
SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA EN BREF 11
SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA EN ACTION 14
SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA FIDÈLES À LEURS ENGAGEMENTS ENVERS LES PLUS DÉMUNI·E·S
UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES
LA PRÉVENTION EN 2023
SORTIR DE LA CRISE DU COVID-19
SOLIDAYS 2023
LA SYNTHÈSE EN CHIFFRES 39
RAPPORT FINANCIER 40
LE MOT DU TRÉSORIER41
LES GRANDS AXES DE GESTION43
COMPTE DE RÉSULTAT ET BILAN48
ANNEXE: LES PROGRAMMES SOUTENUS 50



ARV: Antirétroviral (traitement contre la réplication du VIH)

DSSR: Droits à la Santé Sexuelle et Reproductive

HSH: Hommes ayant des rapports Sexuels avec des Hommes

IST: Infections Sexuellement Transmissibles

LGBTQI+ : Lesbienne, Gay, Bi, Trans, Queer et Intersexué∙e

MENA: Middle East North Africa (Afrique du Nord – Moyen-Orient)

OEV : Orphelins et Enfants Vulnérables

PEC: Prise En Charge

PrEP: Prophylaxie Pré-Exposition

PVVIH: Personne Vivant avec le VIH

sida: Syndrome ImmunoDéficience Acquise

TasP: « Treatment as Prevention »

TS: Travailleur∙se∙s du Sexe

TPE: Traitement Post Exposition

TROD: Test Rapide d'Orientation Diagnostique

UDI: Usager·e·s de Drogues par Injection

VIH: Virus de l'Immunodéficience Humaine

LES MOTS DES PRÉSIDENTS

ÊTRE VIGILANTS ET À L'ÉCOUTE DES ACTEURS DE TERRAIN



2023 a été une année marquée par des défis et des espoirs renouvelés dans la lutte contre le VIH/sida. Alors que le monde se remet de la pandémie de Covid-19, de nouvelles crises géopolitiques et sanitaires sont venues perturber les efforts de prévention et de traitement du virus. L'invasion de l'Ukraine et les tensions internationales ont exacerbé les vulnérabilités des populations déjà marginalisées, rendant notre mission encore plus cruciale.

À mi-parcours de la stratégie 2021-2026, ONUSIDA constate que les progrès mondiaux ralentissent au lieu de s'accélérer. Les chiffres restent bien en-deçà des objectifs fixés : toujours un décès par minute lié au sida et deux fois plus d'infections.

Si l'engagement continu de la communauté scientifique et des associations sur le terrain a permis de progresser vers les objectifs

3*95, les résultats restent insuffisants en Afrique de l'Ouest et du Centre. De plus, d'autres régions du monde, comme l'Europe de l'Est et l'Asie centrale, continuent de voir croître les nouvelles infections en raison de politiques répressives et de lois pénales à l'égard des populations à risque.

En effet, la criminalisation des populations vulnérables reste un problème majeur. Les personnes les plus touchées par le VIH – travailleurs et travailleuses du sexe, personnes usagères de drogues, hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes, et personnes transgenres – continuent de subir des discriminations et des persécutions légales qui entravent l'accès aux soins et aux services de prévention. L'absence d'un engagement politique fort contre ces pratiques répressives crée un terreau fertile pour la propagation du virus.

Face à ces défis, il est impératif de confier le leadership aux communautés. Elles sont les mieux placées pour comprendre et répondre aux besoins locaux. Solidarité Sida et le Fonds Solidarité Sida Afrique, en collaboration avec 84 associations locales, continue de soutenir ces acteurs essentiels dans leurs initiatives de prévention, de soin et de défense des droits.

La France ne fait pas figure d'exemple. L'épidémie de VIH montre des signes inquiétants de stagnation. Les chiffres des nouvelles infections et des décès ne diminuent pas de manière significative, soulignant l'urgente nécessité de renforcer nos efforts. La volonté politique accrue en matière de traitement et de prévention contraste avec un non-application de l'obligation légale d'éducation à la sexualité, exacerbant les préjugés et les discriminations, à l'instar de la sérophobie. Enfin, les politiques de réduction des risques peinent à s'imposer et les populations les plus vulnérables restent mal protégées, compliquant la lutte contre l'épidémie.

Dans ce contexte, l'ensemble des actions de Solidarité Sida sont plus qu'essentielles. On ne peut que se réjouir que 2023 ait été une année record pour Solidays. Ce symbole d'engagement des publics doit servir de modèle, car il est crucial de se rappeler que la lutte contre le VIH doit rester une priorité, au même titre que les urgences climatiques et géopolitiques qui surgissent.

Merci à toutes celles et ceux qui, au fil des années, nous permettent de croire qu'un jour le combat sera gagné, mais pour l'heure, malgré l'adversité, c'est grâce à vous que Solidarité Sida continue d'avancer.

Bruno Delport Président de Solidarité Sida

Bruno Delport

Jean-Paul Forceville
Président du FSSA
(Fonds Solidarité Sida Afrique)



LE VIH/SIDA EN 2023

DANS LE MONDE, LA RIPOSTE AU VIH PEINE À ATTEINDRE LES OBJECTIFS FIXÉS

OBJECTIFS 3*95: DES AVANCÉES INÉGALES

A mi-parcours de sa stratégie 2021-2026 : « Mettre fin aux inégalités. Mettre fin au sida », le Programme commun des Nations Unies sur le VIH/sida (ONUSIDA) constate que les progrès mondiaux ralentissent au lieu de s'accélérer. Les chiffres restent bien en-deçà des objectifs fixés: en 2023 ce sont 630 000 décès liés au sida, soit 1 par minute, et 1,3 million de nouvelles infections par le VIH qui ont été enregistrées.

Cependant l'engagement continu de la communauté scientifique et des associations sur le terrain ont permis de continuer à avancer vers l'atteinte des objectifs 3*95 en 2023. Selon les dernières estimations, dans le monde, 86% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut (vs. de 85% en 2021). Les progrès en matière d'accès aux ARV et d'efficacité du traitement ont permis à 89% d'entre elles de suivre une thérapie antirétrovirale (vs. 88% en 2021) et à 93% des personnes séropositives sous traitement d'afficher une charge virale indétectable (vs. 92% en 2021).

Des disparités régionales particulièrement problématiques

Sur les 39 millions de personnes vivant avec le VIH, près d'un quart d'entre elles est toujours sans traitement (24%). Si des progrès ont été observés en 2023 dans les pays d'Afrique orientale et australe, qui ont le plus investi financièrement, les résultats restent insuffisants en Afrique de l'Ouest et du Centre. Bien que les nouvelles infections et les décès reculent, à peine 58% des personnes infectées ont accès aux traitements ARV et seuls 45% d'entre elles ont une charge virale indétectable. Les inégalités d'accès aux soins, la faiblesse des systèmes de santé, ou encore le manque de prévention à destination des jeunes sont autant de facteurs qui expliquent les retards que connaissent toujours les pays dans cette zone géographique. En outre, d'autres régions du monde continuent de voir croître les nouvelles infections. La situation est particulièrement alarmante en Europe de l'Est et en Asie centrale où elles ont augmenté respectivement de 49% et de 61%. On assiste également à une augmentation

des infections dans la région MENA. En cause, des politiques répressives et lois pénales à l'égard des populations les plus à risques - en particulier les usager-ère-s de drogues et les hommes ayant des relations sexuelles avec des hommes. Alors qu'elles concentrent 95% des nouvelles infections, ces populations continuent de subir de nombreuses discriminations, à commencer par des services de santé trop souvent inadaptés à leurs besoins.

État des objectifs 2022 : 3*95

86% des personnes vivant avec le VIH connaissent leur statut

76% des personnes vivant avec le VIH ont accès à un traitement

71% des personnes ayant accès au traitement ont une charge virale indétectable

LA CRIMINALISATION DES POPULATIONS CLÉS ET L'ABSENCE D'ENGAGEMENT POLITIQUE FORT CONTRE LE VIH: UN TERREAU FERTILE POUR LE VIRUS

Quatre décennies après le début de la riposte au VIH les avancées continuent de se heurter aux inégalités en matière d'accès à l'information, aux outils de prévention, au dépistage, aux traitements et à la charge virale.

Le recul des droits humains directement lié à une progression du VIH

En Afrique subsaharienne, les jeunes femmes restent touchées de manière disproportionnée par le VIH, représentant 77% des nouvelles infections chez les jeunes. En face, la couverture des programmes de prévention adaptés reste trop faible : les programmes de prévention combinée dédiés aux adolescentes et aux jeunes femmes ne sont mis en œuvre que dans 42 % des zones à incidence élevée du VIH.

Selon l'Observatoire des inégalités, 69 pays criminalisent les rapports entre personnes du même sexe et les relations homosexuelles sont passibles de la peine de mort dans 11 d'entre eux. Selon un rapport ILGA, 13 pays criminalisent explicitement la transidentité, le comportement de personnes trans ou la « transgression » des normes de genre. L'association affirme toutefois que le phénomène de la criminalisation est bien plus étendu et se manifeste avant tout dans les faits sans forcément se manifester explicitement dans la loi. Or. droits humains et accès à la santé sont étroitement liés. La criminalisation, ainsi que l'omniprésence de la discrimination et de la violence, empêchent les personnes LGBTQI+ d'accéder aux services vitaux. Dans un nombre croissant de cas, des milices autoproclamées ou la police harcèlent les soignants et soignantes qui fournissent des services vitaux à la communauté LGBTQI+.

A titre d'exemple, selon l'ONUSIDA, dans les pays où les rapports sexuels entre personnes du même sexe sont criminalisés, la prévalence du VIH est 5 fois plus élevée chez les gays et les hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes (HSH), que dans les pays où ce type de rapports n'est pas criminalisé. Ce risque est 12 fois plus élevé lorsque des poursuites judiciaires ont été intentées récemment.

Reconnaissant que les lois pénales ont un impact néfaste sur la riposte au VIH, les États membres des Nations Unies se sont engagés à l'Assemblée générale des Nations Unies dans la Déclaration politique sur le VIH 2021 à atteindre des objectifs ambitieux afin d'éliminer les textes qui compromettent la riposte au VIH et oublient les populations clés.

Seul un tiers des membres des populations clés, y compris les HSH, les personnes transgenres (TG), les utilisateurs et utilisatrices de drogue (UD), les travailleurs et travailleuses du sexe (TS) et la population carcérale, ont un accès régulier à la prévention.

Cen'est qu'ens'attaquant aux inégalités liées au genre, et en permettant aux personnes vivant avec le VIH, aux populations clés et aux autres groupes marginalisés d'avoir accès aux services de santé, de prévention et de lutte contre le VIH que le retard pris pourra être rattrapé.

CONFIER LE LEADERSHIP AUX COMMUNAUTES

Les organisations communautaires tiennent une place déterminante dans l'aide aux personnes infectées et affectées par le VIH, et l'organisation de la lutte contre le sida.

Souvent créées ou composées de personnes concernées, elles sont implantées au plus proche de ces dernières et sont en capacité d'avoir une compréhension fine des besoins quotidiens des malades, ainsi que de tisser avec elles et eux des liens de confiance. Malgré la stigmatisation et les discriminations dont les militant·e·s peuvent être victimes, ils et elles s'engagent au quotidien afin de freiner la transmission, lutter contre la désinformation et créer un environnement propice de riposte au VIH. Cette proximité leur confère une expertise inestimable pour sensibiliser et mobiliser les populations. En effet, leurs actions, notamment en matière de prévention en santé sexuelle et reproductive et de défense des droits de l'humain, participent à changer les attitudes et les normes sociales.

Les organisations communautaires sont également prestataires de services, qu'il s'agisse de prise en charge médicale ou psychosociale, voire juridique. En ce sens, elles participent à l'amélioration de l'état de santé global des personnes.

Les organisations communautaires sont résilientes : bien qu'elles manquent de

reconnaissance et de ressources, elles apportent des réponses complémentaires et adaptées aux systèmes publics de santé.

Les organisations communautaires font preuve d'innovation : elles développent des stratégies avancées, elles mettent en œuvre des actions de dépistage « hors-lesmurs » pour ouvrir l'accès aux services à des personnes difficiles à atteindre dans le cadre des systèmes de santé officiels.

Les organisations communautaires sont essentielles pour atteindre les objectifs de la stratégie d'accélération. Les ripostes communautaires au VIH doivent être élargies, et intégrées dans les plans nationaux de lutte contre le sida.

Pour toutes ces raisons, pour leur rôle primordial en première ligne dans la riposte à l'épidémie, l'ONUSIDA a appelé à « confier le leadership aux communautés » à l'occasion de la journée mondiale de lutte contre le VIH/sida en 2023.





EN FRANCE, UNE ÉPIDÉMIE EN STAGNATION

VIH, le visage de l'épidémie a changé dans l'hexagone. L'accès aux traitements et une meilleure prise en charge permettent aujourd'hui de vivre avec le VIH. Les outils de protection se sont diversifiés : préservatif, dépistage, TPE, PrEP ou encore TasP permettent à chacun·e d'adapter sa stratégie préventive à la diversité des pratiques.

Pourtant, ces progrès tangibles n'ont pas bénéficié de la diffusion qu'ils méritent et ne sont pas connus de tou·te·s. Depuis 2012, le nombre de découvertes de séropositivité a diminué d'à peine 11 % ; aujourd'hui en France, 190 000 personnes vivent avec le virus.

DE NOUVEAUX OUTILS POUR LUTTER CONTRE LE VIH

Un accès simplifié aux moyens de prévention

Depuis le 1er janvier 2023, les jeunes âgés de moins de 26 ans peuvent se procurer des préservatifs externes gratuitement, sans ordonnance, en pharmacie. Cette avancée témoigne d'une volonté politique nécessaire, renforcée par le projet de loi de financement de la Sécurité Sociale, votée en novembre 2023, qui prévoit également la gratuité des préservatifs internes (à partir de janvier 2024).

Près de 40 ans après la découverte du Alors que jusqu'en 2021, les garçons et jeunes hommes n'étaient pas concernés par la recommandation de vaccination contre le papillomavirus (HPV), l'État a décidé d'amplifier la prévention contre cette infection, responsable de plus de 6 000 cancers chaque année. Il faut dire que le très faible taux de vaccination (37 % des adolescent·e·s) situe la France au 37ème rang parmi les 41 pays européens. Aussi, l'année écoulée a été marquée par le lancement d'une campagne de vaccination contre le papillomavirus au collège. L'évaluation de la campagne de vaccination est attendue pour les prochains mois.

> dispositifs s'ajoutent à d'autres mesures récentes, telles que la possibilité pour les médecins généralistes formés de prescrire la PrEP, et le programme « Au labo sans ordo », qui permet à toute personne de se faire dépister pour le VIH sans ordonnance et sans frais dans tous les laboratoires de France.

Le renforcement du dépistage

La crise du Covid-19 avait eu un fort impact sur la santé sexuelle des Français·es, notamment en termes d'accès aux soins et au dépistage. Ces trois dernières années, le niveau de dépistage est progressivement remonté : il s'établit désormais à un niveau supérieur à pré-covid, avec 6,5 millions de tests réalisés en 2022.

En 2023, les dépistages ont permis de découvrir plus de 5 000 nouvelles contaminations au VIH. dont 14 % concernent des moins de 25 ans. Si cette proportion reste stable depuis 2017, elle démontre l'importance du dépistage, dans un contexte où 43 % des infections au VIH sont découvertes en stade tardif. Ces retards de dépistage et de diagnostic ne favorisent pas une prise en charge individuelle précoce pour aller dans la logique de « Test and Treat », et influer directement sur les chaînes de transmission.

DES IST EN RECRUDESCENCE SUR **LE TERRITOIRE**

Parallèlement à l'accroissement du dépistage, le diagnostic d'infections sexuellement transmissibles est en hausse. L'accélération des découvertes d'infections à gonocoque (+41 % depuis 2019), de syphilis (+27%) et de chlamydia (+16%) rappelle l'importance de maintenir la sensibilisation autour de la transmission, des outils de prévention diversifiée et du dépistage.

CONTEXTE 2023

EDUCATION A LA SEXUALITE : UNE LOI NON APPLIQUÉE

Bien que, depuis 2001, l'enseignement à la vie affective, relationnelle et sexuelle soit obligatoire à raison de trois séances par an dès le primaire, il est constaté, selon une enquête de l'association Nous toutes, que la moyenne de séances réellement suivies par les élèves tout au long de leur scolarité est de 2,7, soit un niveau annuel non atteint en toute une scolarité. C'est dans ce contexte que le Premier Ministre, tout en rappelant l'importance de la mise en œuvre des séances d'éducation affective, relationnelle et sexuelle en milieu scolaire, a annoncé la formalisation et la mise en place d'un nouveau programme pédagogique d'ici la rentrée de septembre 2024.

Education au consentement et phénomène de backlash

Une nouvelle fois, l'année a été marquée par plusieurs affaires de violences sexistes et sexuelles fortement médiatisées. Ce contexte se reflète au sein de nos interventions, qui suscitent de nombreuses interrogations, échanges et débats au sujet de ces violences. Le phénomène du « backlash », contrecoup réactionnaire ou masculiniste à la libération de la parole féminine, a été confirmé par le Haut-Conseil à l'Égalité dans son rapport annuel 2023 sur l'état des lieux du sexisme en France. On y apprend notamment qu'un tiers des hommes interrogés pensent que le féminisme menace la place et le rôle des femmes dans la société. Pourtant, selon le dernier rapport du Haut Conseil à l'Égalité entre les femmes et les hommes, 37% des femmes disent avoir déjà subi des rapports non consentis.

Des connaissances insuffisantes parmi les jeunes

Les études récentes font état d'une forte hausse des préjugés, idées reçues et discriminations sur le VIH/sida et la santé sexuelle parmi les jeunes âge·e·s de 15 à 24 ans. Si une large part de la population estime avoir des connaissances suffisantes sur le VIH/Sida, une enquête récente a démontré que 66% des jeunes de moins de 26 ans pensent que le préservatif est l'unique mode de prévention existant, 30% pensent que le VIH peut se transmettre en embrassant une personne séropositive, et 35% ignorent qu'il existe des traitements pour empêcher de transmettre le VIH ou éviter d'être contaminé·e.

Il est donc important de maintenir et d'étayer les actions de prévention pour améliorer les connaissances du public et déconstruire les idées reçues sur la santé sexuelle, d'autant que les jeunes verbalisent une confiance importante envers les associations de lutte contre le VIH, qui sont davantage plébiscitées que les sites internet spécialisés, les parents, les amis, les personnels scolaires ou les médias traditionnels.

La sérophobie toujours d'actualité

Vivre avec le VIH expose toujours à de nombreuses discriminations. Le refus de soin, chez certain·e·s dentistes par exemple, reste courant. Il est toujours difficile de contracter un prêt, de ne pas faire l'objet de surprimes par les compagnies d'assurances et d'exercer certains emplois. On peut cependant noter cette année la levée des discriminations à l'embauche envers des personnes séropositives dans l'armée française. Mais longue reste la liste des obstacles qui se dressent devant les personnes atteintes, expliquant en partie pourquoi près de la moitié d'entre elles n'exercent pas d'activité professionnelle, sans pourtant déclarer de pénibilité particulière liée au virus. La peur liée à la maladie reste très présente et contribue à l'isolement des personnes séropositives.

DES POLITIQUES DE SANTÉ QUI INTERROGENT

Une politique de réduction des risques qui peine à prendre de l'ampleur

En 2023, le montant global des dotations régionales limitatives (DRL) a augmenté de 8% par rapport à 2022, passant à près de 960 millions d'euros. Ainsi, les CAARUD se généralisent et les enseignements tirés pour le traitement des addictions aux drogues dites dures ont des répercussions positives sur celui des addictions à l'alcool ou au tabac, ce qui favorise une image plus positive et inclusive de ces dispositifs.

A contrario, les Haltes Soins Addictions destinées à accueillir les usager·ère·s de drogues peinent à trouver leur place, particulièrement du fait de l'opinion publique. Ces lieux de consommation à risques réduits et contrôlés, dont l'impact positif a été mis en évidence par l'Inserm en 2021, font toujours débat, et seules les haltes de Paris et Strasbourg sont en

activité. A l'instar des recours d'associations parisiennes, rejetés par le Conseil d'Etat, les lieux de consommation cristallisent les passions : Marseille, troisième ville devant tester le dispositif, est dans l'impasse.

Des populations clés encore mal considérées

Enfin, deux populations sont encore très mal protégées de l'épidémie de VIH/sida : les TS et les personnes en situation de migration. Les conditions de vie auxquelles elles doivent faire face les rendent d'autant plus vulnérables.

3 ans après le recours de 261 TS contre la Loi Prostitution de 2016 et la pénalisation des clients, la Cour Européenne des Droits de l'Homme (CEDH) a jugé recevable, en août 2023, la saisine de cette juridiction pour contester la conformité de cette loi à leurs droits fondamentaux : liberté d'exercer une activité professionnelle, droit à l'autonomie personnelle et à la liberté sexuelle, droit à l'intégrité physique et à la vie. Si la CEDH n'a pas encore jugé la loi sur le fond, cette décision permet d'espérer une évolution favorable dans les prochaines années.

Les conditions des populations migrantes se dégradent de plus en plus. L'année 2023 est marquée par une série d'allers-retours entre Assemblée nationale et Sénat sur un projet de loi pour renforcer le contrôle de l'immigration et limiter les droits des personnes nées à l'étranger. Les dispositions légales sur l'accueil et le suivi des personnes migrantes risquent de renforcer une situation épidémiologique inquiétante et de contrevenir à une prise en charge adaptée des personnes concernées sur le territoire national dès 2024. Les dispositifs de santé publique et législatifs à visée humaniste se confrontent avec une opinion publique de plus en plus focalisée sur des questions sécuritaires, identitaires et économiques à court terme en contradiction avec un accès aux droits et aux soins généralisé qui permettrait l'atteinte des objectifs fixés en termes de lutte contre le VIH/sida et les IST.

SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA EN BREF



SOLIDARITÉ SIDA

PEU OU PAS D'APPEL À LA GÉNÉROSITÉ

Solidarité Sida ne vit pas de dons ni de subventions. Pour pouvoir financer ses actions de prévention ou des programmes d'aide aux malades à travers le monde, l'association a choisi de dégager des fonds au travers d'initiatives ou d'événements culturels qu'elle produit et organise. Plus de 6 millions de jeunes ont déjà participé à un événement Solidarité Sida.

LES JEUNES AU CŒUR DE L'ACTION

L'histoire de l'association démontre avec force que les jeunes sont profondément attaché-e-s aux valeurs d'entraide et de partage. Par ses initiatives, Solidarité Sida leur offre un terrain d'action citoyen et répond à leurs préoccupations en matière de santé ou de sexualité. Ils-elles sont plus de 3 000 bénévoles à faire vivre la chaîne de solidarité sur laquelle repose sa démarche.

LE PLAISIR COMME MOTEUR DE L'ENGAGEMENT

Solidarité Sida est convaincue que les plaisirs du cœur et de l'esprit sont le moteur de l'engagement. Le plaisir d'être utile, le plaisir d'être ensemble. Mais le plaisir est évanescent. Il requiert un renouvellement constant. Voilà une des raisons qui explique que l'événementiel sert de socle au modèle de Solidarité Sida.

FAIRE « AVEC » ET PAS « À LA PLACE DE »

Pour viser des effets durables, le renforcement de l'action de la société civile est une priorité, notamment dans les pays du Sud. Plutôt que développer ses propres programmes, Solidarité Sida a préféré tisser de nombreux partenariats avec des associations communautaires, installées au cœur des populations. Des liens fondés sur la confiance et le respect mutuel.

AIDER

De Paris à Niamey en passant par Tanger, Delhi ou Cayenne, Solidarité Sida agit sur tous les fronts pour faciliter l'accès aux services de prévention, de dépistage et de prise en charge des populations les plus vulnérables.

MOBILISER

Face aux enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida, les actions de terrain ne suffisent plus. Avec ses partenaires associatifs, Solidarité Sida s'investit dans un travail de mobilisation du grand public, des médias et des gouvernements pour mettre la lumière sur les grands combats que sont la solidarité internationale ou encore l'accès aux traitements pour toutes et tous.

PRÉVENIR

Solidarité Sida a choisi de développer une démarche ludique et originale pour susciter la curiosité des jeunes. Son défi : faire de la prévention un événement, ouvrir des espaces de parole sur la sexualité et rendre les jeunes acteur-rice-s de leur santé.

SENSIBILISER

Par ses événements de sensibilisation et récolte de fonds, l'association participe à l'éducation citoyenne et à la mobilisation d'une jeunesse en quête de sens.

LE FONDS SOLIDARITÉ SIDA AFRIQUE

Il y a 18 ans, Solidarité Sida lançait son appel en faveur des malades africains. Dès la création du Fonds Solidarité Sida Afrique (FSSA) en 2006, de nombreux partenaires publics, notamment les régions de France, ont répondu présent et se sont engagés fidèlement à nos côtés. Les associations partenaires de Solidarité Sida ont mené, grâce au soutien du Fonds, un travail de terrain indispensable qui a pesé à la fois dans la lutte contre l'épidémie et dans la structuration des services publics de santé locaux

UN OUTIL UTILE ET CONCRET AU SERVICE DES COMMUNAUTÉS

Aux côtés des associations locales

Les associations communautaires africaines ont joué un rôle précurseur et déterminant dans l'aide aux malades et l'organisation de la lutte contre le sida. À l'origine de ces organisations se trouvent souvent des personnes infectées ou affectées qui ont pris en main leur situation et celle de leurs proches en réaction au manque de moyens des autorités.

Dans des pays ou des régions où les systèmes de santé sont instables ou encore trop peu développés, elles restent un recours indispensable pour mettre en place un environnement médical et social sécurisant, et apporter aux malades une écoute et une compréhension indispensables pour mieux les soigner et les accompagner.

Implantées et visibles au sein des communautés, elles œuvrent au plus près des besoins quotidiens des malades et sont plus à même de mettre en œuvre des initiatives complémentaires aux systèmes publics de santé. En tant que structures à taille humaine, elles savent adapter leurs actions aux évolutions du contexte local.

Un accompagnement global des malades les plus démuni·e·s

L'organisation de la prise en charge des malades peut varier d'un pays à l'autre et, si le sujet reste encore préoccupant, l'enjeu de la lutte contre le sida en Afrique ne se limite pas aujourd'hui à l'accès aux médicaments. Par exemple, dans certains pays, la généralisation du dépistage ou encore les politiques d'accès gratuit aux traitements permettent aux associations de concentrer leur travail sur l'accompagnement psychosocial des malades. La définition de chaque projet associatif et des activités à mettre en place s'articule en premier lieu autour de la

situation épidémiologique nationale et locale, et du degré de structuration des systèmes de santé publique. Le Fonds apporte donc un soutien financier aux activités de prévention, de dépistage, de prise en charge médicale, à l'appui psychosocial des malades et à leur accompagnement juridique.

Dans les projets soutenus par le Fonds, la prévention cible les jeunes de moins de 25 ans et des populations particulièrement vulnérables, notamment dans des zones isolées. La prévention de proximité est inscrite dans la durée et axée sur une démarche participative. Pour être efficace, elle doit être articulée avec des structures assurant le dépistage et le *counseling* pré et post-test.

La prise en charge médicale regroupe les activités essentielles liées aux traitements et la santé globale des personnes dans une approche intégrée. L'achat de traitements antirétroviraux ou de médicaments essentiels et génériques pour les infections opportunistes constitue la base de l'accompagnement des malades. Les examens et le suivi biologiques, les soins à domicile ou à l'hôpital, le paiement des consultations dans des établissements spécialisés en sont les corollaires indispensables pour suivre l'évolution de la maladie et anticiper les risques, pour les personnes vivant avec le VIH, de développer des maladies opportunistes.

Au-delà du volet médical, veiller à une alimentation équilibrée et régulière, conserver un environnement psychologique et familial stable, se préserver le plus possible de toute pénibilité sont les clés de la réussite d'un traitement. Parfois privées de conditions de vie acceptables, les personnes vivant avec le VIH risquent de développer des résistances aux médicaments et de devoir passer sur un traitement dit de 2e ligne. Ce dernier est souvent plus onéreux donc plus difficilement accessible, et tout aussi exigeant sur les conditions de suivi. Cette spirale peut alors marquer un échec définitif du traitement.

Accès à la connaissance sur la maladie et les traitements, aide à l'observance, conseils pour une nutrition équilibrée, identification

et résolution des difficultés qui entravent la prise des traitements, soutien psychologique, aides financières pour assumer le quotidien..., le soutien psychosocial des malades joue un rôle déterminant dans la réussite d'une thérapie et reste aujourd'hui une compétence quasi exclusive des associations communautaires.

Enfin, dans des contextes où les discriminations et la criminalisation des populations les plus vulnérables à l'épidémie se renforcent, le soutien à l'aide juridique devient indispensable pour la protection des bénéficiaires d'une part, mais aussi des équipes impliquées dans leur accompagnement, souvent entravées dans leurs actions par une utilisation abusive du cadre légal existant.

Un accompagnement essentiel pour le renforcement de la société civile

Le Fonds Solidarité Sida Afrique soutient financièrement les activités mais aussi les moyens de les réaliser. En complément des dépenses directement liées aux projets, les frais de structure et de fonctionnement peuvent également être pris en charge par le Fonds Afrique. Cette démarche se justifie par la volonté, de la part de Solidarité Sida, de consolider et de professionnaliser les structures aidées.

Solidarité Sida suit ainsi les porteur-se-s de projets dans la conduite des activités mais également dans leur structuration. Gestion et suivi budgétaires, développement des activités ou gouvernance sont autant de sujets abordés tout au long du travail d'accompagnement mené par Solidarité Sida sur le terrain, visant à les accompagner dans la construction progressive de leur autonomie. Des formations et de l'information leur sont dispensées pour qu'elles puissent organiser leur plaidoyer mais aussi développer leur capacité à obtenir des financements nationaux et internationaux.



SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA EN ACTION



SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA FIDÈLES À LEURS ENGAGEMENTS ENVERS LES PLUS DÉMUNI·E·S

Partenaire de 84 associations françaises et étrangères, Solidarité Sida mise sur la complémentarité des compétences : renforcer l'autonomie des communautés et des associations locales, accompagner les personnes vivant avec le VIH, faciliter l'accès aux soins et aux droits des plus démuni·e·s sont autant d'actions au cœur de sa démarche.



MAINTENIR DES MODES D'ACTION QUI ONT FAIT LEURS PREUVES

FAIRE CONFIANCE AUX ASSOCIATIONS LOCALES

Afin d'agir au plus près des malades, Solidarité Sida s'est toujours voulue complémentaire de l'action menée par d'autres associations. Parce qu'elles sont installées au cœur des populations, les associations locales sont souvent les plus à même d'aider les malades au quotidien. Elles accordent une attention particulière aux populations les plus vulnérables et exclues des systèmes de soins et assurent en permanence, quand le contexte le permet, le lien avec les structures sanitaires publiques. Les systèmes d'entraide y sont performants et les compétences de plus en plus nombreuses et reconnues. Leur expertise du terrain est inestimable. Sur le long terme, le renforcement de la société civile est primordial pour lutter efficacement contre le VIH/sida. C'est dans cet esprit que l'association s'attache à renforcer l'autonomie de ses partenaires, gage de qualité et de pérennité de leurs services aux bénéficiaires. À travers ses Appels à Projets France et International, Solidarité Sida soutient un large éventail d'associations. Ces dernières offrent une prise en charge globale, permettent l'accès à l'information, au dépistage, aux traitements ARV et proposent un accompagnement psychosocial dans un contexte où les offres de soin ou de santé de qualité sont rares voire inexistantes.

DÉVELOPPER LES COMITÉS D'EXPERT-E-S ET LES SYNERGIES INTER-ASSOCIATIVES

Solidarité Sida a constitué des comités d'expert-e-s afin de nourrir sa propre réflexion

et de favoriser les échanges d'expériences. Ils sont composés de spécialistes des problématiques VIH et de la prise en charge des publics vulnérables en situation de grande précarité, d'expert·e·s de la réduction des risques auprès des usager·ère·s de drogues ou des travailleur·se·s du sexe, de l'accès aux droits et aux soins pour les personnes migrantes, des questions de genre, ou encore de l'approche communautaire. Ils accompagnent les équipes dans l'instruction des demandes de financement et statuent en comités sur les projets à soutenir dans le cadre des Appels à Projets France et International. Les dossiers éligibles à un financement sont instruits par deux personnes : un membre du Comité International de Solidarité Sida (composé d'expert·e·s indépendant·e·s issu·e·s des milieux associatifs et institutionnels français et africain) et une personne de l'équipe des Programmes Internationaux et France de Solidarité Sida. Les recommandations du Comité sont fondées sur l'expertise technique et de terrain de ses membres. Un renouvellement des membres a été opéré en 2022 tant pour le comité France qu'International.

À titre d'exemple, en 2023, le FSSA soutient notamment 41 associations de droit local dans 17 pays : Bénin, Burkina Faso, Cameroun, Côte d'Ivoire, Égypte, Liban Madagascar, Mali, Maroc, Mauritanie, Niger, Nigéria, République Démocratique du Congo, République du Congo, Sénégal, Togo, Tunisie. L'accompagnement du FSSA permet à certains partenaires de longue date d'être en capacité de répondre à l'appel à manifestation d'intérêt organisé pour intégrer notre programme AUTONOMISATION de structuration associative co-financé par l'AFD et la Mairie

de Paris et ainsi de continuer à poursuivre l'objectif de montée en compétences initié par le soutien de l'AAP.

FINANCER LES LIGNES BUDGÉTAIRES PEU SOUTENUES PAR LES BAILLEURS

Solidarité Sida s'attache à être présent là où ses partenaires ont des difficultés à trouver des fonds. L'association finance ainsi des frais de structure, des ressources humaines (y compris administratives) et des aides de première nécessité pour que leurs bénéficiaires puissent se nourrir, se déplacer, accéder aux soins et avoir un hébergement.

Longtemps reléguée au second plan face à l'urgence de la mise sous traitement, la prévention de proximité auprès des jeunes représente l'un des enjeux majeurs du continent africain. Solidarité Sida en a fait l'un des marqueurs principaux de son action à l'international.





EN FRANCE, ACCOMPAGNER LES PLUS PRÉCAIRES

En métropole comme dans les Outre-Mer, le VIH touche plus durement les personnes en situation précaire. C'est pourquoi Solidarité Sida concentre son soutien vers les personnes les plus démuni·e·s et les plus exposé·e·s à l'épidémie pour favoriser leur accès aux services de droit commun: personnes sans-abri, migrant·e·s sans-papiers ou en cours de régularisation, professionnel·le·s du sexe, personnes transgenres, usager·ère·s de drogues. Il est fréquent que ces personnes cumulent plusieurs facteurs de vulnérabilité. Pour leur permettre de se focaliser sur leur santé, Solidarité Sida les accompagne à plusieurs niveaux : besoins de première nécessité, hébergement et appui juridique.

ACCOMPAGNER AU JOUR LE JOUR AVEC LES AIDES À LA VIE QUOTIDIENNE

Orientées vers les achats alimentaires et d'hygiène, les frais de transport, de santé, de régularisation administrative pour éviter les (re)mises à la rue, les aides directes sont autant d'effets levier pour l'amélioration de la situation des bénéficiaires.

Dans ce cadre, Solidarité Sida soutient notamment l'association Réseau Santé Marseille Sud (RSMS). Depuis 1993, RSMS accompagne les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite virale les plus vulnérables dans leurs démarches d'accès aux droits et aux soins et dans leur parcours de santé. L'association privilégie la médiation sanitaire

et sociale, un accompagnement sociojuridique et psychologique et mobilise un vaste réseau d'acteurs associatifs et publics. L'accompagnement individuel passe aussi par l'attribution d'aides alimentaires et d'hygiène principalement et la mise à l'abri des bénéficiaires en transition administrative ou qui ont dû quitter leur hébergement d'urgence.

LOGER LES PLUS VULNÉRABLES : DE LA MISE À L'ABRI D'URGENCE À LA STABILISATION DANS LE LOGEMENT

À la fois besoin et droit élémentaire, le logement est une étape préalable à l'initiation d'un parcours de soins stable et essentiel à un bon suivi médical. De Paris à Cayenne, Solidarité Sida soutient des projets d'hébergement d'urgence, de retour et de maintien dans le logement pour les personnes précarisées.

En Guyane par exemple, l'Arbre Fromager accompagne des femmes victimes de violences basées sur le genre et les accompagne vers le logement grâce à un parc de plusieurs appartements, dont un spécifiquement destiné aux femmes qui cumulent les problématiques de la maladie et d'un environnement délétère pour leur santé mentale et physique. Grâce à ces logements et au travail d'accompagnement mené, l'association favorise l'accès et le maintien dans le soin des femmes, ainsi que le tissage d'un lien social et une meilleure qualité de vie.

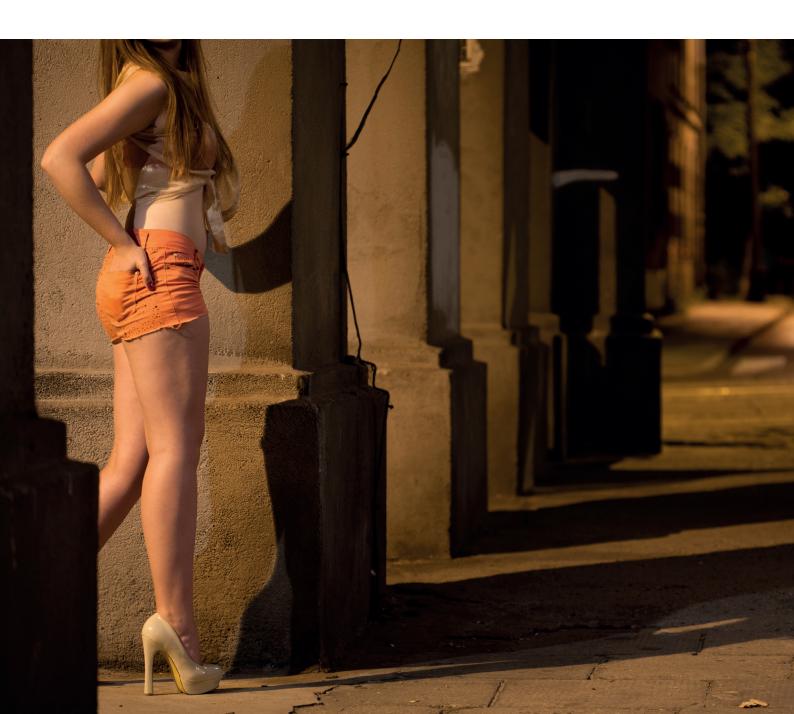
ACCOMPAGNER LES DÉMARCHES DE RÉGULARISATION ET LES PLAINTES POUR VIOLENCE

Dans le cadre de son action de défense à l'accès aux droits des malades, Solidarité Sida soutient le développement juridique des accompagnements en finançant trois postes de juristes spécialisé·e·s dans l'accès au droit de séjour des malades étrangèr·e·s. Deux partenaires de longue date mettent ce dispositif en œuvre : Basiliade et ARCAT, en région parisienne et région lyonnaise.

Les parcours d'accès aux droits se sont complexifiés ces dernières années, particulièrement pour les personnes malades étrangères. En plus d'une augmentation des coûts, les procédures administratives en préfecture se sont considérablement allongées et durcies. Chaque jour, les juristes formé-e-s participent à la résolution de cas complexes et accompagnent gratuitement les personnes jusqu'au contentieux. Cette aide juridique inclut également le suivi des victimes de violences, notamment liées à la transphobie et à l'homophobie.

SOULAGER LE QUOTIDIEN DES MALADES EN GRANDE PRÉCARITÉ AVEC L'AP-HP

En lien avec les assistantes sociales hospitalières de l'AP-HP, Solidarité Sida a crée un réseau inédit en France répondant concrètement aux urgences rencontrées par les personnes vivant avec le VIH et/ou une hépatite, en amont de toute prise en charge associative. Les « Commissions d'Aides d'Urgence » (CAU), portées de façon hebdomadaire par des bénévoles et des salarié·e·s de l'association, traitent des demandes d'aides pour l'alimentation et l'hygiène, la régularisation administrative des titres de séjour pour soin et le transport. En 2023, 44 CAU se sont tenues. Elles ont pu donner un avis favorable à 83% des demandes soumises. Dans ce cadre, 302 famille sont bénéficié de ces aides dont 89% étaient sans ressources: 303 aides en chèques service pour se nourrir et répondre au besoin d'hygiène et 268 aides financières, dont 161 pour se déplacer et 107 pour couvrir des frais de régularisation.





À L'INTERNATIONAL, FAVORISER L'ACCÈS AUX DROITS ET AUX SOINS

Au cours de la dernière décennie, l'Afrique a, selon l'OMS, réduit de 43 % le nombre de nouvelles infections et divisé par deux le nombre de décès liés au sida. Selon l'ONUSIDA, plus de 5 millions de personnes vivent avec le VIH en Afrique occidentale et centrale (13% de la population mondiale des PVVIH). Avec un taux de mortalité de 2,8%, la sous-région détient également un record alarmant, puisque sa population décède deux fois plus du sida que partout ailleurs dans le monde et cinq fois plus qu'en Europe occidentale.

Les objectifs de la lutte contre le VIH sont encore plus difficiles à atteindre dans des contextes où les personnes vivant avec le VIH et celles les plus à risque de transmission se sentent peu considérées, discriminées, et craignent parfois pour leur sécurité. La fragilité des systèmes de santé, la stigmatisation liée au VIH, les inégalités et les violences liées au genre ainsi que la criminalisation de la consommation de drogues, du travail sexuel et des relations sexuelles entre personnes de même sexe sont d'importants obstacles à l'accès aux droits et à la santé.

L'accès aux soins et aux traitements, indissociable de la lutte contre les discriminations, reste une des priorités de Solidarité Sida. Elle se concrétise par le soutien à des projets d'accompagnement global des malades sur le plan médical, psychologique, social et juridique. En amont, le rôle de la prévention n'est plus à démontrer et c'est pourquoi Solidarité Sida a aussi choisi de soutenir des projets de sensibilisation en matière de santé sexuelle, en particulier auprès des jeunes et des populations clés.

LA NÉCESSITÉ D'UNE PRISE EN CHARGE GLOBALE

L'accès aux traitements reste un enjeu majeur dans les pays d'intervention de Solidarité Sida, pour lesquels des acteurs comme le Fonds Mondial interviennent à large échelle. Au-delà de la disponibilité des médicaments, il est indispensable que les malades bénéficient d'un accompagnement et d'un suivi régulier pour favoriser la bonne

observance de leur traitement et leur bonne santé générale. Le soutien de Solidarité Sida et du FSSA ne se limite pas aux aspects purement médicaux, il couvre aussi des activités d'éducation thérapeutique du patient, des ateliers nutritionnels et des aides alimentaires, des entretiens psychologiques. Les proches des malades sont également pris en compte et intégrés via des groupes de parole ou des séances de médiation familiale incluant l'accompagnement à l'annonce du statut.

LA DÉFENSE DES DROITS DE TOU·TE·S LES MALADES

Encore trop souvent, parce qu'elles sont malades, en prison, qu'elles vivent dans un pays condamnant l'homosexualité ou parce que la société les a reléguées à la marge, certaines catégories de personnes, victimes de discriminations, restent éloignées des systèmes de santé. Face à ce constat, Solidarité Sida choisit de soutenir des projets de prévention, dépistage, accompagnement ou défense des droits des populations « clés »:

LGBTQI+, migrant·e·s, travaileur·se·s du sexe, usager·ère·s de drogues ou détenu·e·s, incluant des actions de plaidoyer pour influencer les communautés et les pouvoirs publics et pour défendre les victimes de violences.

Ainsi, au Togo, l'association Afrique Arc-En-Ciel (AAEC) accompagne avec courage et bienveillance un public LGBT+ dans un contexte délicat de criminalisation de l'homosexualité, qui « condamne à une peine d'emprisonnement et à une amende tout acte impudique ou contre nature commis avec un individu de son sexe », et dans lequel les accompagnant-e-s comme les bénéficiaires sont victimes de discriminations et de pressions régulières. Du dépistage au soin, en passant par le soutien psychologique, ces associations communautaires touchent des publics bien souvent cachés et répondent à leur besoin spécifique.

SOUTENIR DES PROJETS D'ACCOMPAGNEMENT ADAPTÉS AUX FEMMES

Au Burkina Faso, ALUBJ identifie les filles victimes de violences et les accompagne vers les structures adéquates pour une prise en charge complète. Elle intervient auprès des travailleuses de sexe, leurs petits amis et le personnel travaillant ou fréquentant les lieux d'intervention: débits de boissons, sites officiels et clandestins de travail du sexe. Les filles subissent des menaces, des humiliations et des violences physiques de la part de leur entourage et de leurs employeurs et sont ainsi plus vulnérables aux IST, aux hépatites et au VIH.

Le projet permet de mener un plaidoyer

auprès des acteurs clés pour la protection des filles, de renforcer la communication sur les moyens de prévention face aux IST/VIH/ sida et aux VBG, de réaliser le dépistage des IST et du VIH et d'apporter une assistance par l'accompagnement des bénéficiaires vers les services adéquats pour une prise en charge. Le tout dans une démarche d'écoute, d'attention, de respect et de considération et dans l'objectif de faciliter leur accès aux services de santé et l'assistance en cas de maladie ou d'injustice à leur endroit, en lien notamment avec l'Association des Femmes Juristes du Burkina.

FOCUS SUR: UNE PRISE EN CHARGE DÉDIÉE POUR LES FEMMES ENCEINTES SÉROPOSITIVES

À Dolisie, au coeur de la République du Congo, l'Association Serment Universel s'est donné pour mission d'apporter un accompagnement complet aux femmes enceintes dépistées séropositives. Soutien psychologique pour faire face à l'annonce du résultat, conseils pour le partage du statut au conjoint, appui à la bonne observance du traitement, aide juridictionnelle pour faire valoir ses droits, sont autant de services qui ont un impact fort sur la qualité de vie de ces femmes. Depuis le développement de ce projet en 2011, ce sont près de 1500 femmes enceintes séropositives qui ont été accompagnées.

LES JEUNES, PREMIERS DESTINATAIRES DE LA SENSIBILISATION

La prévention auprès des jeunes représente l'un des enjeux majeurs de la riposte contre le VIH et les IST. Depuis plusieurs années, Solidarité Sida finance des projets de prévention en santé sexuelle et de dépistage à destination des adolescent·e·s, tout en travaillant sur la libération de la parole autour de la connaissance du corps, de ses changements à l'adolescence et de la vie sexuelle et affective.

Depuis 2017, Solidarité Sida soutient l'Association Sud Contre le Sida (ASCS) à Agadir dans son objectif d'améliorer l'accès à l'information pour les jeunes étudiant·e·s sur la santé sexuelle et reproductive, les IST et le VIH. Le projet soutenu développe des actions de sensibilisation, de prévention et de dépistage dans des espaces jeunes, des universités, des cafés, sur les plages et au siège de l'association.

L'association Action Santé pour Tous (AST) au Togo est soutenue par Solidarité Sida dans le cadre de son activité de prévention auprès des jeunes. Ainsi, l'association a mis sur pied le « Centre d'écoute Jeunes » à Djagblé (à 20 km de la capitale Lomé), dans une zone semi-rurale où les plus jeunes peuvent venir pour des conseils sur la sexualité, des causeries éducatives, et des sensibilisations sur la DSSR. En 2023, l'association a sensibilisé 4 777 jeunes de moins de 25 ans durant 577 causeries et 824 entretiens individuels et distribué 31 267 préservatifs internes et externes.





UN ACCOMPAGNEMENT SUR MESURE DES ASSOCIATIONS PARTENAIRES

Solidarité Sida intervient auprès d'associations de lutte contre le VIH/sida dans les régions Afrique du Nord et Moyen-Orient (MENA) et Afrique subsaharienne à travers 3 programmes multipays, « Autonomisation », « ACCESS » et « FORSS », visant à renforcer les capacités des associations partenaires, faciliter le partage d'expériences entre structures, lever les barrières tout au long du continuum de soins, et valoriser le savoir-faire communautaire.

AUTO NIGER Burkina Faso: Association Dounia Solidarité + (ADS+) LIBAN Cameroun : Association des Femmes Actives et Solidaires (AFASO) TUNISIE Society for Woman in AIDS in Africa (SWAA-Littoral) Congo: Association Serment Universel (ASU) Côte d'Ivoire : Centre Solidarité Action Sociale (CSAS) MAROC Renaissance Santé Bouaké (RSB) ALCS RdR-Maroc Mauritanie : Association des Gestionnaires pour le Développement (AGD) Niger: Mieux Vivre avec le Sida (MVS) République Démocratique du Congo : SOS Sida Sénégal : Bokk Yakaar MAURITANIE Togo : Espoir Vie-Togo (EVT), Le Jade pour la vie Association Santé pour Tous (AST-) SÉNÉGAL **ACCESS** CONGO BURKINA FASC Liban: Centre Marsa (Marsa) Maroc: Centre Al Bori (ALCS) Tunisie : Centre Les Jasmins (ATL - Tunis) CÔTE D'IVOIRE RSB RÉPUBLIQUE DÉMOCRATIQUE **FORSS** DU CONGO Le Jade - Pour La Vie ! AST Maroc : Association Nationale de Réduction des Risques (RdR-Maroc) Mauritanie : Association des Gestionnaires pour le Développement (AGD) CAMEROUN Tunisie: ATL-Tunis SWAA-Litora

AUTONOMISATION, RENFORCEMENT DE CAPACITÉS EN AFRIQUE DE L'OUEST ET DU CENTRE

Selonl'ONUSIDA, l'approche communautaire constitue un des facteurs de changement efficaces dans la réduction des inégalités d'accès aux soins. Pour tant, les associations communautaires partenaires de Solidarité Sida et du Fonds Solidarité Sida Afrique se retrouvent confront ées à une accentuation de la raréfaction des fonds disponibles, alors même que leurs files actives sont en croissance constante et qu'elles assurent une prise en charge intégrée – VIH et autres maladies.

Pour aider ces acteur·ice·s majeur·e·s de la riposte à combler le retard vis-à-vis des 3*95 dans la région, tout en poursuivant leur développement, Solidarité Sida, soutenue par la Mairie de Paris et l'Agence Française de Développement, a créé le programme « Autonomisation ».

Ces actions ont permis de défendre une meilleure place des associations communautaires au cœur de la riposte et de renforcer durablement la structuration de celles-ci, dans la lignée des préconisations de l'ONUSIDA.

UNE AIDE À LA STRUCTURATION DES

- « Autonomisation » est un programme triennal multipays qui agit sur la structuration des associations africaines selon des axes d'interventions personnalisés et définis conjointement avec Solidarité Sida. Elles peuvent ainsi bénéficier :
- d'un diagnostic de leur niveau d'autonomie et de la mise en place d'un plan d'action avec des changements visés;
- d'un accompagnement sur mesure dans plusieurs domaines (gouvernance, planification stratégique, partenariats, mobilisation de ressources, gestion administrative et financière, ressources humaines, etc.);

- de stages et ateliers de partage d'expériences entre partenaires africains;
- d'un accompagnement (formations, production d'outils) sur la capitalisation, la communication et le plaidoyer.

À l'issue de 3 ans d'accompagnement, les structures ayant bénéficié du Programme peuvent devenir « Partenaires Associés ». Devenues référentes, elles mettent leur expérience et leurs compétences au service du renforcement de capacités de nouvelles associations en accompagnement, travers un mentorat technique exigeant et bienveillant. Solidarité Sida appuie, de plus, les Partenaires Associés dans la mise en œuvre d'actions de plaidoyer et de mobilisation en faveur de l'égalité de l'accès au traitement et pour la promotion des DSSR dans la région. Ce plaidoyer participe à la valorisation de leurs expertises en matière de structuration associative et de santé communautaire.

LA POURSUITE DE L'ADAPTATION DE L'ACCOMPAGNEMENT

En 2023, malgré les contraintes (notamment sécuritaires), les déplacements et visites auprès des associations partenaires étaient plus faciles que les années précédentes, ainsi les équipes de Solidarité Sida ont pu reprendre l'ensemble de leurs activités d'accompagnement avec une reprise progressive des déplacements auprès des structures soutenues.

Les associations ont souligné la qualité et la diversité de l'accompagnement proposé durant l'année 2023. Toutes les associations du Programme se sentent davantage outillées et renforcées pour continuer à travailler, notamment avec la reprise des missions de terrain. Solidarité Sida et le FSSA ont également œuvré pour la reconnaissance de l'expertise des associations communautaires soutenues par le Programme Autonomisation au Togo. En effet, suite à l'ouverture des financements de l'AFD aux organisations de droit local, 3 associations du Programme, AST, EVT et Le JADE pour la Vie! ont souhaité déposer une demande de financement pour un projet en consortium. Les équipes de Solidarité Sida ont accompagné leur pairs dans la réflexion sur la logique d'intervention. Ce travail collectif a porté ses fruits puisque l'AFD a décidé de soutenir ce projet, qui devrait démarrer début 2024. Cette décision marque un véritable tournant dans la reconnaissance de l'expertise communautaire des associations soutenues dans le cadre du Programme Autonomisation, et ce grâce au soutien de la Mairie de Paris et de l'AFD.

MOBILISER LA JEUNESSE D'AFRIQUE CENTRALE ET DE L'OUEST

Fruit d'une volonté commune de réaliser un événement sous-régional de visibilité et de plaidoyer, la première édition de la Journée de Mobilisation et de Plaidoyer (JoMP) s'est tenue le 9 novembre 2022 à Abidjan. Cette initiative fut portée par l'IMRA (Initiative de Mobilisation des Ressources en Afrique), regroupement d'organisations de la société civile africaine ayant acquis le statut de Partenaires Associés après trois ans d'accompagnement au sein du programme Autonomisation. 6 associations de 5 pays ont imaginé, conçu et organisé

cet évènement inédit : Espoir Vie-Togo et Le JADE-Pour la Vie! du Togo, Centre Solidarité Action Sociale (CSAS) de la Côte d'Ivoire, Association Dounia Solidarité + (ADS+) du Burkina Faso, Association Serment Universel (ASU) du Congo Brazzaville et Bokk Yaakar du Sénégal. Au programme de cette journée haute en couleur : des prises de parole, des tables-rondes sur l'engagement des Etats Africains dans la SSR, un exposition en santé sexuelle (la « Tent-Sex » créée par le Jade-Pour la Vie!), et des concerts. Un appel a été lancé à cette occasion pour une augmentation des crédits alloués à la prévention jeunes, que plus de 200 ONG africaines ont signé. 1 000 jeunes et de nombreuses associations avaient fait le déplacement ainsi que des représentants des institutions ivoiriennes, des chefs coutumiers, et l'ensemble des principaux médias ivoiriens.

La JoMP a permis de mettre en lumière la participation des adolescent-e-s et jeunes dans la promotion des DSSR et dans la riposte contre le VIH/sida et les IST en Afrique de l'Ouest et du Centre. Ce fut également une opportunité pour les OSC d'acquérir des compétences en matière de sensibilisation et mobilisation à grande échelle des publics jeunes.

Après l'édition commune à Abidjan, certaines des associations ont effectué une restitution de cet évènement dans leurs pays respectifs. Fortes de cette expérience enrichissante, les OSC concernées ambitionnent de réitérer l'évènement, dans un format plus important. Malgré des délais courts, ce premier évènement a été organisé dans les délais impartis et fut un succès permettant

d'engager une dynamique collective sur la valorisation de l'expertise communautaire et la mobilisation des jeunes.

L'ambition pour les structures partenaires est d'organiser à nouveau dans le courant de l'année 2024 un événement régional qui mobiliserait les autorités publiques et la jeunesse autour de la promotion de la santé sexuelle et reproductive. Solidarité Sida se tient aux côtés de ces associations pour renforcer leur rôle, accompagner la production de l'évènement, promouvoir leur expertise et ainsi favoriser leur essor.

45 578 bénéficiaires d'actions de prévention et prise en charge globale

1 000 jeunes ont été sensibilisé·e·s sur la santé sexuelle et reproductive lors de la journée de mobilisation et de plaidoyer (JoMP) menée par des partenaires issus de cinq pays d'Afrique Centrale et de l'Ouest







FORSS, DES OBSERVATOIRES COMMUNAUTAIRES EN RÉGION MENA

La propagation du VIH/sida en région Afrique du Nord – Moyen-Orient (MENA) est critique, particulièrement chez les populations les plus vulnérables et marginalisées. L'accès aux services de dépistage et de soins y est limité et les politiques nationales encore trop insuffisantes pour juguler l'épidémie. La région manque d'un système de veille communautaire pour mieux comprendre les dysfonctionnements existants et les besoins des bénéficiaires des services, afin d'y répondre efficacement. C'est en réponse à ce contexte que depuis 2018, Solidarité Sida, ITPC-MENA et leurs partenaires associatifs mettent en œuvre le Programme « FORSS – FORmer, Suivre, Soutenir : mobilisation communautaire pour lutter contre le VIH en région MENA », visant le déploiement d'observatoires communautaires afin de collecter des informations fiables et valides sur l'état et la qualité des services et d'alerter sur les barrières et obstacles d'accès aux soins pour les PVVIH et populations clés.

FORSS est un programme multi-pays soutenu par l'Initiative (Expertise France), co-porté avec l'association régionale ITPC-MENA, en partenariat avec 4 associations locales AGD (Mauritanie), ATL (Tunisie), MARSA (Liban) et RdR- Maroc (Maroc).

LA RÉPONSE À UNE SITUATION INQUIÉTANTE

La région MENA possède l'un des taux de prévalence au VIH parmi les plus bas au monde (0,1%). Cependant, la dynamique épidémiologique en fait depuis plusieurs années l'une des régions les plus préoccupantes. Entre 2010 et 2020, les

nouvelles contaminations ont augmenté de 7% alors qu'elles ont baissé de 31% en moyenne dans le monde. Le taux de décès liés au sida, bien qu'enregistrant une baisse conséquente par rapport au début des années 2000, reste tout de même bien au-dessus de la moyenne mondiale. Cela s'explique en grande partie par le fait que cette région possède la couverture en traitements antirétroviraux la plus faible du monde : 43% en 2020, bien

loin des 73% enregistrés au niveau mondial (données ONUSIDA 2020).

Dans une zone où l'épidémie est concentrée dans une partie restreinte de la population, la lutte contre le VIH/sida est insuffisamment considérée comme une priorité de santé publique pour les décideur-se-s de nombreux pays de la région. Malgré des progrès substantiels remarqués dans cette région, le

taux de couverture des services y demeure très faible et les barrières à l'accès à ces services ne sont pas toujours identifiées. Le programme FORSS est né de la conviction de mobiliser la société civile, en particulier les acteur·rice·s communautaires, pour mettre en oeuvre des observatoires chargés de collecter des données qualitatives et quantitatives auprès des populations clés et des personnes vivant avec le VIH, dans les centres de dépistage et de prise en charge. L'objectif? Mieux comprendre les freins à l'accès à la prévention, au dépistage et à la prise en charge, mesurer la qualité des services proposés et alimenter les stratégies de plaidoyer au niveau local, national, régional et international.

FOCUS 2023

La pandémie de Covid-19 a lourdement affecté les services de prévention et de prise en charge du VIH/sida dans la région MENA avec des conséquences se faisant toujours ressentir en 2023. Les restrictions de déplacement et la saturation des systèmes de santé ont limité l'accès aux dépistages, augmentant le risque de cas non diagnostiqués et une progression du virus à un stade plus avancé. Les perturbations dans l'approvisionnement des médicaments ont compliqué l'accès aux traitements antirétroviraux, augmentant les risques de complications et de résistance aux médicaments. C'est dans ce contexte

particulier de pandémie et post-pandémie que la phase I du programme FORSS s'est tenue. Malgré les contraintes imposées au pic de la crise sanitaire, les associations partenaires se sont adaptées pour poursuivre et clôturer leurs activités en décembre 2022.

La 2^{nde} phase du programme FORSS a débuté en mai 2023 avec l'intégration d'un nouvel observatoire au Liban et la poursuite de 3 autres au Maroc, Tunisie et Mauritanie. Si durant la 1ère phase seule les acteur-rice-s communautaires (AC) étaient inclus·e·s, cette 2^{nde} phase implique les ressources humaines en santé (RHS) pour renforcer le lien entre le système de santé formel et communautaire. Grâce aux données issues des observatoires communautaires, des actions de plaidoyer sont menées au niveau national et régional dans le but d'améliorer les parcours des populations clés et PVVIH tout au long du continuum de soin. De manière continue, les partenaires du programme entendent démontrer la complémentarité de ces mécanismes de veille sanitaire et leur efficacité dans les stratégies nationales de lutte contre le VIH/sida.

Afin de garantir cette durabilité et l'amélioration de la qualité des services de prévention et de prise en charge, la stratégie de FORSS II se concentre sur quatre piliers:

1. Le renforcement des connaissances des communautaires et du système de santé sur

l'importance de la qualité des soins, de l'accès aux services et des droits des PVVIH et des populations clés;

- 2. La collecte, l'analyse et la diffusion de données sur les obstacles à l'accès aux services de santé locaux, nationaux et régionaux, en intégrant de nouveaux publics et en tenant compte des résultats de la 1ère phase;
- 3. La mise en place de stratégies de plaidoyer innovantes pour influencer les politiques de lutte contre le VIH/sida au niveau local, national et régional, en capitalisant sur les résultats de la Phase I;
- 4. La pérennisation des mécanismes de veille communautaire au-delà du projet, en assurant leur fonctionnement continu et leur reconnaissance par toutes les parties prenantes.

L'année 2023 a été marquée par la création d'un dispositif de formation à destination des RHS et AC et la formation des formateurs (binôme RHS/AC), l'actualisation de la méthodologie de collecte et la formation des partenaires. En outre, les partenaires associatifs ont participé à des ateliers méthodologiques et pratiques sur la capitalisation et le plaidoyer, des activités qui seront menées tout au long du projet pour répondre aux enjeux précités.



- 4 558 questionnaires focus groupes et entretiens administrés et validés.
- 4 rapports de progrès rédigés.
- 4 formations nationales à destination de journalistes organisées sur les enjeux liés à la lutte contre le VIH/sida et les problématiques rencontrées par les PVVIH et les populations clés.
- 21 avocat·e·s formé·e·s en Égypte afin de leur donner des clés de plaidoyer concernant l'accès aux services des migrant·e·s et réfugié·e·s vivant avec le VIH.
- Près de 70 représentant·e·s institutionnel·le·s et communautaires réuni·e·s au Maroc lors de tables-rondes.



RÉALISATIONS EN 2023

Enjuin 2023, les équipes projet des associations partenaires de FORSS ont été réunies à Paris lors d'un atelier de lancement de la Phase II. Des temps de travail ont permis de poser les concepts de base des mécanismes de veille communautaire et d'identifier les spécificités propres à chaque contexte national.

En parallèle, un dispositif de formation complet à destination des acteur-rice-s

communautaires et du système de santé formel a été co-conçu avec les partenaires. Un des objectifs clés de ces formations est de créer une synergie entre les acteur-rice·s de santé communautaire et du système de santé formel, afin d'améliorer la prise en charge des personnes vivant avec le VIH (PVVIH) et groupes de populations clés qu'ils·elles accompagnent ou sont amenés à soigner.

Un des enjeux majeurs de la formation est d'ailleurs d'outiller les personnes formées aux stigmatisations et discriminations dont sont victimes les personnes infectées ou affectées par la maladie.

ACCESS, DES CENTRES DE SANTÉ SEXUELLE EN REGION MENA

En réponse aux enjeux actuels de la lutte contre le VIH/sida au Maghreb et au Moyen-Orient, Solidarité Sida pilote un programme multi-pays (Maroc, Tunisie, Liban) intitulé « Programme ACCESS - Accompagnement de Centres Communautaires en Santé Sexuelle ». Soutenu par la Mairie de Paris, ce programme conjugue trois des principaux savoir-faire de Solidarité Sida: le renforcement de capacités des acteurs communautaires, le développement de synergies entre experts locaux, et le soutien d'activités destinées aux populations clés et vulnérables face au VIH, ces mêmes populations trop souvent exclues du circuit d'accès aux soins et victimes de nombreuses discriminations et stigmatisations.

DES LIEUX D'ACCUEIL DES POPULATIONS EXCLUES DU DROIT ET DES SOINS

ACCESS soutient trois centres communautaires en santé sexuelle et reproductive particulièrement engagés sur leurs territoires et à l'initiative de projets innovants : « Marsa Health center », porté par MARSA à Beyrouth ; le centre « Dar

Al Borj », porté par l'ALCS à Marrakech ; le centre « Les Jasmins », porté par l'ATL à Tunis.

Le programme ACCESS regroupe ces trois structures dans un projet commun en vue d'améliorer concrètement l'accès aux soins et aux droits des populations les plus vulnérables, les populations LGBTQI+, les travailleur-se-s du sexe ou les usager-ère-s de

drogues injectables. Afin d'endiguer l'épidémie du VIH/sida, le programme agit sur trois leviers : le dépistage, la mise sous traitement et l'éducation thérapeutique ; et appuie sur la valorisation des expertises des associations, en favorisant le partage d'expériences et le transfert de compétences entre les partenaires sur les thématiques d'expertise de chaque organisation.

SOLIDARITÉ SIDA ET LE FSSA EN ACTION

UNE REPRISE DES ACTIVITÉS DE DÉPISTAGE ET DE SENSIBILISATION PERMISE PAR LA LEVÉE PROGRESSIVE DES MESURES SANITAIRES RESTRICTIVES

En 2022, avec la levée des restrictions liées à la Covid-19, les associations ont vu leurs activités reprendre et s'accroître, notamment sur le volet de la prévention. Au Liban, le centre Marsa a organisé des séances de sensibilisation dans des écoles et universités, avec une volonté de communiquer non seulement autour des méthodes de protection, mais également sur la question du consentement éclairé. Le centre a également distribué des préservatifs dans

des lieux fréquentés par des jeunes ainsi que par les communautés LGBTQI+. En Tunisie, l'association ATL qui gère l'espace les Jasmins accueille en moyenne 480 bénéficiaires par mois, et anime chaque semaine des activités de sensibilisation et de prévention sur le dépistage, les pratiques à risques, la communication non violente, l'estime de soi, et l'utilisation de matériel de protection. Au Maroc, le centre Al Borj porté par l'ALCS, organise pour les jeunes de 18 à 25 ans des séances d'info-prévention dans les établissements scolaires et universitaires, gérant ainsi des programmes de prévention de proximité destinés aux populations clés. Le centre s'appuie également sur des pairs éducateur rice s qui sensibilisent notamment sur les violences basées sur le genre.

1895 consultations médicale réalisées

7 552 dépistages réalisés

6 744 bénéficiaires pris-es en charge au sein des trois centres

FOCUS SUR OCYTOCINE LAND: UNE INITIATIVE POUR LEVER DES FONDS ET SENSIBILISER LA JEUNESSE, MISE EN PLACE PAR L'ASSOCIATION ATL

Dans une démarche de renforcement des capacités et de partage de ses expériences, Solidarité Sida a accompagné l'ATL dans sa réflexion pour organiser une initiative permettant de faire de la prévention un événement, d'ouvrir des espaces de parole sur la sexualité et de rendre les jeunes acteur-rice-s de leur santé. L'ATL a bénéficié du coaching de plusieurs professionnels de l'événementiel et de la communication de l'association. Ainsi est né « Ocytocine Land » , 1er festival de

musique, de culture et de solidarité à Tunis pour mobiliser les jeunes et les sensibiliser sur la SSR. Le festival a rassemblé plus de 2 000 participant-e-s venant d'horizons variés. Un village associatif était également aménagé, offrant une tribune à des dizaines d'associations, dont 8 engagées dans les domaines de la santé, des droits humains, et des droits des personnes LGBTQIA+. Le festival a permis de mobiliser des ressources importantes en soutien aux personnes vivant

avec le VIH. Le plus grand impact d'Ocytocine Land réside dans sa capacité à créer un espace pour aborder ouvertement les enjeux liés aux IST et au VIH. Le festival a démontré qu'il pouvait être un catalyseur efficace pour sensibiliser, collecter des fonds et favoriser des changements positifs dans les communautés, tout en transformant positivement la perception de la santé sexuelle et reproductive.





CHIFFRES CLÉS 2023

- 2 214 consultations médicales réalisées dont 994 consultations psychologiques
- 5 091 dépistages réalisés
- 5 090 bénéficiaires pris en charge au sein des trois centres



INTENSIFIER LA PRÉVENTION EN FRANCE

LA RECETTE SOLIDARITÉ SIDA

LA PRÉVENTION MISE EN SCÈNE

« Les Après-Midi du Zapping » (AMZ) programme emblématique de prévention en santé sexuelle à destination des lycéen·ne·s et apprenti·e·s. Le principe : réunir entre 150 et 300 jeunes de 16-17 ans de différents établissements scolaires (lycées généraux, lycées techniques, écoles d'hôtellerie, CFA, etc.) dans une salle de spectacle pour aborder les questions de vie affective, relationnelle et sexuelle à travers des vidéos, quiz, débats et saynètes. À l'entracte de l'action se tient un Forum Santé, regroupant des structures locales, pour permettre aux élèves d'identifier et rencontrer les structures de leur ville, de se procurer du matériel de prévention et de la documentation. Mettre en scène les messages suscite l'adhésion des publics et favorise des comportements adéquats en matière de vie affective et sexuelle. L'animation dynamique, interactive et bienveillante des AMZ capte l'attention des jeunes dans le but de faire passer au mieux les messages de prévention et d'ouvrir un dialogue inédit et sans tabou avec eux.

UN PROGRAMME EN CONSTANTE ÉVOLUTION

À chaque rentrée scolaire, les équipes prévention de Solidarité Sida s'attellent à la mise à jour du contenu des Après-Midi du Zapping, afin de proposer aux élèves un déroulé moderne et actualisé, au plus proche de leurs besoins en prévention.

Cette année, les équipes ont retravaillé le discours sur le rapport au corps et à la pornographie, le cyberharcèlement, la sérophobie, l'information sur l'IVG, les violences sexuelles, le consentement et le rapport à l'autre. Cette révision a permis de renforcer la présence de messages visant à lutter contre les discriminations et à favoriser l'estime de soi.

L'EXTENSION TERRITORIALE DES APRÈS-MIDIS DU ZAPPING

L'année 2023 a été marquée par l'organisation de sessions d'AMZ dans de nouvelles régions, avec pour objectif de pouvoir y décliner plus largement ce programme de prévention, complémentaires des initiatives locales. Les équipes ont mis en place et animé des AMZ à Rennes (Bretagne), Dijon (Bourgogne Franche-Comté) et Orléans (Centre-Val-de-Loire). Au total, plus de 50 dates réalisées notamment en régions Ile-de-France, Pays de la Loire, Hauts-de-France et en Principauté de Monaco.

UN FORMAT PLÉBISCITÉ

A l'issue de l'après-midi, les participant·e·s remplissent un questionnaire, et évaluent l'action. En 2023, les élèves ont attribué la note moyenne de 7,93/10, confirmant ainsi la pertinence et la qualité du dispositif.. L'attention portée par les équipes prévention en vue de proposer une intervention inclusive et bienveillante, en abordant la question de la santé sexuelle pour tou·te·s, quelle que soit l'orientation sexuelle ou l'identité de genre, est relevée favorablement par les élèves. Près de 9 élèves sur 10 déclarent avoir acquis de nouvelles informations à l'occasion des AMZ. Les modes de transmission du VIH/ sida et des IST, ainsi que les informations relatives au dépistage, sont les thématiques sur lesquelles les élèves estiment avoir le plus appris. Les infirmier·e·s scolaires et les équipes pédagogiques quant à elles, sont quasi-unanimes (96%) dans leur volonté de reconduire l'action.

VALEURS ET DÉMARCHE D'INTERVENTION

LES BÉNÉVOLES AU SERVICE DE LA PRÉVENTION

L'association tire une partie de sa force dans le réseau de bénévoles engagé·e·s et fidèles qu'elle a développé. L'équipe prévention est composée d'une trentaine de personnes, issues d'horizons professionnels différents, d'âges, d'origines et d'orientations sexuelles divers. Tout au long de l'année, ils·elles animent des actions de prévention dans différents contextes. Pour transmettre leurs messages de prévention, ces bénévoles sont formé·e·s tout au long de l'année sur une large palette de sujets liés à la sexualité et la santé sexuelle, afin de développer leurs connaissances et d'être en mesure d'adopter certaines postures de pédagogie, de non-jugement, d'écoute active et de bienveillance.

UNE APPROCHE DE PRÉVENTION POSITIVE

Solidarité Sida valorise une approche positive de la prévention: lors des séances d'éducation à la sexualité, il est indispensable de ne pas se focaliser uniquement sur les éventuels risques sexuels et leur prévention, mais de mettre également en avant la possibilité d'avoir une vie sexuelle et affective épanouissante, afin de donner aux jeunes la capacité de gérer leur sexualité de manière responsable, sûre et heureuse.

Solidarité Sida promeut une démarche de santé sexuelle globale et intervient sur l'ensemble des champs liés à la santé sexuelle. L'association offre des espaces de discussion bienveillants, inclusifs et non-jugeants dans lesquels tous les sujets de prévention pouvant favoriser l'épanouissement des publics rencontrés sont abordés. Communiquer sur le plaisir, le désir, l'acceptation de l'autre et de soi, le rapport au corps et le consentement, avant de parler des risques VIH et IST permet de libérer la parole sur des sujets parfois tabous, mais aussi de trouver une stratégie de prévention adaptée aux pratiques de chacun·e.

L'association se place dans une démarche de prévention positive et favorise la participation des adolescent·e·s, afin de leur donner tous les outils et informations pour qu'elles·ils puissent mettre en place les stratégies de prévention les plus adaptées à leurs réalités.

DES ACTIONS ENVERS DES PUBLICS DIVERS

UNE DÉMARCHE HOLISTIQUE DE PROXIMITÉ

Grâce à son équipe de bénévoles prévention, Solidarité Sida organise des actions de proximité à destination des jeunes de toute l'Île-de-France, faisant partie de la communauté LGBTQI+ ou hétéro, utilisateurs de produits psychoactifs ou non.

Ces actions de prévention mettent en œuvre une approche globale pour prendre en compte toutes les dimensions de la santé sexuelle : la démarche n'entend pas seulement prendre en compte les risques sanitaires liés à la transmission d'IST et à leur protection, mais s'intéresse également aux relations affectives, au plaisir et au désir, aux violences sexistes et sexuelles, aux orientations sexuelles et identités de genre ou encore au chemsex.

ALLER-VERS ET ACTIONS AU PLUS PRÈS DES BESOINS DU PUBLIC

Les équipes de Solidarité Sida ont pour objectif de rendre la prévention en santé sexuelle accessible à tou-te-s : les bénévoles interviennent ainsi dans les lieux de vie des jeunes, en foyers de jeunes travailleurs par exemple, dans les espaces de fête (quais de Seine, parcs...) ou encore dans des lieux festifs communautaires.

La méthode d' « aller-vers » gouverne chaque action menée par Solidarité Sida. En mobilisant plusieurs techniques de prévention et de counseling, les équipes vont au plus près des publics, ouvrent des espaces de dialogue, consolident les connaissances de chacun·e, et orientent vers les services idoines

au besoin, le tout en adoptant une posture de prévention positive.

Cette année, Solidarité Sida a su se réinventer en déployant de nouvelles actions de proximité à destination des jeunes adultes, tout en poursuivant ses missions habituelles de prévention.

LA PRÉVENTION EN MILIEU FESTIF : UN LIEU PROPICE AUX ÉCHANGES

« SEX IN CHE CITY », L'EXPO DE PRÉVENTION DE SOLIDAYS

Dans le cadre de la participation au collectif L'ex Fêtez-Clairs ou en autonomie, l'association déd mène des actions de prévention en santé coe sexuelle lors de grands rassemblements. En effet, le contexte festif permet aux jeunes d'être dans de bonnes dispositions pour déa aborder le sujet de la santé sexuelle de façon spontanée, grâce aux animateur-rice·s de

Pour être en mesure d'accompagner ce public, Solidarité Sida forme ses équipes bénévoles à l'usage de produits psychoactifs en milieu festif (via le collectif Fêtez-Clairs) et à la prévention des violences sexistes et sexuelles. Chacun-e des bénévoles est ainsi formé-e à repérer, recevoir un témoignage, et orienter les victimes.

prévention.

L'intervention de l'association est d'autant plus importante que des comportements à risques peuvent être plus fréquents dans un contexte festif : rapports non protégés, multiplicité des partenaires, impact de la consommation de produits psychoactifs sur la sexualité et le consentement, pratique du chemsex, etc. Les actions en milieu festif ont pour objectif de prévenir mais aussi de réduire les risques liés à la sexualité. Le principal enjeu lié à ces interventions est de diffuser une stratégie de prévention positive, axée sur le bien-être des personnes et sur leur épanouissement personnel.

L'exposition « Sex In The City » est un espace dédié à la prévention en santé sexuelle au coeur du festival Solidays. En reprenant les codes d'une démarche interactive, ludique et pédagogique, l'exposition propose une déambulation sur 400 mètres carrés pour plonger les festivalier ère s dans l'univers de la vie sexuelle et affective et les amener à réfléchir et agir sur leurs stratégies individuelles de prévention. L'exposition est imaginée comme un parcours de prévention en trois temps.

Pour commencer, les festivalier-ère-s sont amené-e-s à traverser plusieurs espaces ayant comme point commun d'aborder les aspects positifs de la vie sexuelle et affective, sur le ton de l'humour et de la bienveillance. L'objectif de cette partie est de questionner les idées reçues et les représentations véhiculées par la société, qui peuvent avoir un impact dans la construction de sa sexualité et de sa vie affective.

La visite se poursuit dans l'espace « Party risque » où les risques et violences sont abordés, ce qui inclut notamment la sensibilisation aux VIH et IST, la prévention liée à l'usage de produits psychoactifs en contexte sexuel, et aux violences et harcèlements sexistes et sexuels. Enfin, la troisième section vise à permettre aux festivalier-ère-s de trouver des solutions de prévention adaptées à leurs besoins, avec l'accompagnement des bénévoles prévention. L'exposition peut se conclure par des entretiens avec des

bénévoles et des professionnel·le·s en santé sexuelle, pour promouvoir l'ensemble des moyens de prévention existants.

En 2023, plus de 7 000 personnes ont pu bénéficier de ce parcours « safe ». Après la visite, plus de 70% des personnes interrogées déclarent avoir acquis des connaissances, 51% souhaitent changer leur stratégie de prévention, 47% prévoient de faire un test de dépistage, et 20% souhaitent changer de contraceptif. Ces résultats démontrent l'efficacité des messages délivrés, et l'impact potentiel sur les comportements des personnes sensibilisées.

LA SENSIBILISATION DES DOUANIER-E-S DE DEMAIN

En partenariat avec la Mutuelle des Douanes, Solidarité Sida est intervenue dans les deux écoles nationales des douanes, à Tourcoing et La Rochelle. L'équipe a mené une action de prévention en santé sexuelle, intégrée dans le cursus obligatoire des élèves, afin de diffuser les principaux messages liés à la prévention diversifiée du VIH et des IST, tout en faisant le lien avec les risques liés à leur futur métier.

Au total, plus de 250 élèves ont été sensibilisé·e·s grâce à ces deux actions de prévention. L'association souhaite reconduire ce partenariat pour l'année suivante afin de continuer à toucher un nombre toujours plus important de futur·e·s douanier·e·s.



CHIFFRES CLÉS 2023

- Près de 20 000 jeunes sensibilisé·e·s
- 50 dates d'Après-Midis du Zapping organisées dans 7 territoires (6 régions + Monaco)
- · 7 000 participants à l'exposition Sex in the City
- 98 actions de proximité
- 53 000 préservatifs distribués en action de prévention
- Plus de 500 bénévoles formés aux problématiques de VIH et d'IST



SOLIDAYS LES 25 ANS





L'ÉDITION DE TOUS LES RECORDS

Même dans ses rêves les plus doux, Solidays n'aurait pu imaginer plus bel anniversaire. 259 735 festivaliers ont foulé les pelouses de Longchamp les 23, 24 et 25 juin. Au Village Solidarité, l'objectif des 25 000 vocations lancé par Solidarité Sida a été atteint. Des records historiques qui soulignent la place à part de Solidays, festival engagé et toujours porteur d'espoir après 25 ans.

UN FESTIVAL PAS COMME LES AUTRES

Construit sur des valeurs de partage et d'entraide, Solidays donne du sens à la fête et des couleurs à la solidarité. Chaque année, festivalier ère s, militant es et artistes s'y retrouvent pour nourrir leur quête de sens et partager le plaisir d'être utile et d'être ensemble. Véritable carrefour d'échanges, nombreux sont les jeunes qui repartent avec l'envie de s'engager aux côtés de Solidarité Sida, ou bien d'une des associations rencontrées sur le Village Solidarité.

Solidays est aussi un outil performant de lutte contre le sida et la détresse humaine. Grâce à l'enthousiasme solidaire de chacun·e, de nombreux programmes d'aide aux malades et de prévention sont financés en France et à l'international.

UN ANNIVERSAIRE PLACÉ SOUS LE SIGNE DE LA JEUNESSE ET DE L'ENGAGEMENT

Pour ses 25 ans, le festival a pu compter sur l'énergie renouvelée de ses 3 000 bénévoles et des personnalités de tous horizons

investi·e·s à leurs côtés. Du montage au démontage, de la propreté à l'animation du camping en passant par les navettes, l'accueil des personnes en situation de handicap, le merchandising ou les objets trouvés... ils-elles ont été sur tous les fronts.

Au Village Solidarité, des vocations sont nées par milliers grâce à la force de persuasion des quelques 1 200 militant e-s de plus de 100 associations, prouvant que la jeunesse est prête à s'investir pour un monde meilleur. Une déferlante de générosité qui confirme l'importance d'un tel événement dans le paysage social et culturel actuel.

Pour célébrer la solidarité en musique, Solidays a convoqué trois têtes d'affiche internationales régnant en maître dans leur discipline et sur leur continent: le roi mondial du reggaeton J Balvin, la popstar belge Angèle et le nouveau prince de l'afrobeats Rema. À l'instar de ces deux dernier ère-s, le festival a exprimé sa raison d'être jusque sur scène en programmant des personnalités à l'engagement assumé tels le chantre de la solidarité sénégalaise Faada Freddy, l'icône queer parisienne Kiddy Smile, l'activiste écologique Anetha et bien d'autres. Les Shaka Ponk ont quant à eux participé aux actions de

prévention de Solidarité Sida en distribuant au public des « shakapotes », préservatifs à l'effigie du groupe.

L'écho de l'engagement et de la jeunesse s'est fait sentir jusqu'au Social Club grâce aux témoignages de Clélia Compas, activiste humanitaire auprès des personnes déplacées par la guerre, ou encore de Léa Moukanas qui, à l'âge de 14 ans, a fondé l'association Aïda pour venir en aide aux jeunes touché-e-s par le cancer. Afin de mieux comprendre l'importance du festival et l'utilisation des fonds soulevés, les partenaires associatifs de Solidarité Sida Awa, Faouzia et Moncef ont exposé leur quotidien du terrain aux festivalier-ère-s et débattu autour des enjeux actuels du VIH/sida dans le monde.

Entraîné par l'esprit de la fête et profitant de ce rayonnement inédit, un appel à la bienveillance, à l'entraide et à la solidarité a été lancé. La raison d'être de Solidarité Sida n'aura jamais autant brillé. *Born to love!*

LA SYNTHÈSE EN CHIFFRES

2,1 millions d'euros

alloués à l'aide aux malades et à la prévention à travers le monde

84 associations

soutenues dans 21 pays

140 000 bénéficiaires direct·e·s et près de 400 000 bénéficiaires

soutenu·e·s par les associations partenaires

Près de 20 000 jeunes sensibilisé·e·s

en « face à face » au lycée, en foyer ou dans les rues de Paris





RAPPORT FINANCIER

RAPPORT FINANCIER

LE MOT DU TRÉSORIER



Après 2022 et le retour des actions dans des conditions particulières post-Covid-19, l'année 2023 marquait la reprise d'une activité moins contrainte. Les 25 ans du festival Solidays ont d'ailleurs été un véritable succès avec un record historique de fréquentation :

259 735 festivaliers au rendez-vous du 23 au 25 juin à l'Hippodrome de Longchamp avec une ambiance toujours plus positive et engagée, et une très belle résonance extérieure. L'attachement des jeunes à ce projet solidaire inédit a été palpable tout au long du week-end. En outre, le Gala annuel au profit du Fonds Solidarité Sida Afrique qui s'est tenu en mars 2023 a aussi été une belle réussite.

Cependant, dans le monde post-covid l'organisation de Solidays dans sa version «normale» fait face à de nombreux défis : turn-over lié à la crise, difficulté de monter une programmation artistique éclectique et attrayante avec une concurrence accrue en Île-de-France, secteur de l'évènementiel en difficulté,

faculté de contribution des partenaires et soutiens solidaires de l'événement de plus en plus fragiles. En conséquence, les coûts se sont envolés. Entre 2019 (dernière édition « normale » de Solidays avant la crise) et 2023, les charges du festival, notamment les coûts de production, se sont accrues de 30%, une progression sans précédent depuis 25 ans d'existence du festival.

Ainsi, malgré le succès populaire du festival, dont nous ne pouvons que nous réjouir, cette augmentation des charges a fortement impacté le résultat de l'association en 2023. Solidarité Sida a enregistré un résultat net consolidé de −456 000 € ayant eu pour effet direct une baisse des enveloppes allouées aux programmes d'aide aux malades ainsi qu'une baisse des fonds propres de l'association qui s'établissent désormais à 1,7 M€, après affectation du résultat, contre 2,2 M€ l'année précédente.

Le travail rigoureux mené conjointement par les équipes « programmes » et les membres des Comités France et International de redistribution des fonds ont permis néanmoins de maintenir un niveau important de soutien aux associations en priorisant notamment les structures et les territoires les plus en difficulté.

Ainsi, nos missions de prévention en santé sexuelle auprès des jeunes et d'aide aux malades en France et à l'International s'élèvent à 2,1 M€ en 2023, et près de 2,9M€ si l'on ajoute la quote-part RH dédiée à ces activités.

A nouveau ces résultats de 2023 montrent la nécessité pour Solidarité Sida de trouver de nouveaux leviers et soutiens pour conforter ses actions et ses engagements de façon pérenne dans les prochaines années. Les perspectives d'atterrissage pour 2024 paraissent néanmoins très positives.

Je tiens à féliciter et remercier au nom du Conseil d'Administration l'ensemble des équipes, que ce soient les permanents, les bénévoles, les artistes ou nos partenaires. Dans un contexte toujours plus incertain et contraint, toutes démontrent leur plein engagement pour poursuivre les ambitions de Solidarité Sida.

Très cordialement,

Martin VIAL Trésorier

38

CHIFFRES CLÉS - COMPTES CONSOLIDÉS DE SOLIDARITÉ SIDA ET DU FONDS SOLIDARITÉ SIDA AFRIQUE

Le résultat net consolidé de l'exercice 2023 s'établit à −456 000 €. Le résultat net de Solidarité Sida est de −496 767 €, celui du Fonds Solidarité Sida Afrique de 40 718 €.

	Réalisé 2023	Réalisé 2022	Réalisé 2021
RESSOURCES	15 353	13 938	5 358
Produits d'exploitation	10 597	9 419	100
Partenariats publics et privés	3 523	3 181	3 110
Aides transversales Covid19	0	0	1 415
Dons, mécénat et cotisations	757	665	456
Autres ressources	476	673	267
EMPLOIS	15 809	13 582	5 031
	15 809 12 516	13 582 10 608	5 031 2 352
Sensibilisation et prévention des jeunes	12 516	10 608	2 352
Sensibilisation et prévention des jeunes Aide aux malades	12 516 2 867	10 608 2 606	2 352 2 333
Sensibilisation et prévention des jeunes Aide aux malades A l'International	12 516 2 867 2 300	10 608 2 606 1 980	2 352 2 333 1 714

LES GRANDS AXES DE GESTION DE SOLIDARITÉ SIDA

LA PRIORITÉ AUX MISSIONS SOCIALES

Emplois 2023



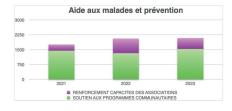
■ Sensibilisation et prévention des jeunes
 ■ Aide aux malades

■ Frais de fonctionn ement

En 2023, Solidarité Sida a consacré 97% de ses dépenses aux missions sociales soit plus de 15M€.

Concernant la prévention auprès des jeunes, grâce aux fidèles soutiens de nombreux partenaires, ce sont plus de 10 000 lycéen·nes et apprenti.es, qui ont pu participer aux « Après-Midi du Zapping » en régions Île-de-France, Hauts-de-France, Pays de la Loire, Centre-Val de Loire, Bourgogne- Franche-Comté, ainsi qu'à Monaco en 2023 sur une cinquantaine de dates (200 à 300 élèves par date).

Plus globalement, les membres de l'équipe Prévention de Solidarité Sida, permanent·e·s et bien entendu bénévoles, ont sensibilisé près de 20000 personnes via leurs actions sur le terrain, en foyer de jeunes travailleurs, en maraudes dans le quartier du Marais, en milieu festif, ou encore grâce à l'exposition Sex In The City à Solidays.



Les fonds consacrés aux programmes d'aide aux malades portés par des associations partenaires s'élève à près de 2,8M€ en 2023 (quote-part RH et frais de fonctionnement inclus) soit un niveau comparable à 2022.

A l'International, nos équipes ont accompagné 46 associations dans 20 pays, dans le cadre de l'appel à projet annuel et des programmes multi-pays d'appui technique en structuration associative ACCESS et Autonomisation. Par ailleurs, 5 associations de la zone Maghreb Moyen-Orient participent au programme FORSS, soutenu par l'Initiative-Expertise France, qui vise la mise en place d'observatoires communautaires d'accès à la prévention et aux soins des populations les plus à risques. 2023 a été marquée par le démarrage de la 2ème phase triennale de ce projet.

Grâce au soutien de l'Agence Française de Développement et de la Ville de Paris, les 2 programmes multi-pays d'appui technique en structuration associative – Autonomisation et ACCESS – ont été menés à destination de 16 associations de lutte contre le VIH/sida en Afrique de l'Ouest, Afrique centrale et Afrique du Nord. Il est à noter qu'au 1er janvier 2023 a démarré le nouveau triennal du programme Autonomisation prévoyant l'intégration de nouvelles associations partenaires dans les années à venir.

En France, Solidarité Sida a apporté son appui à 37 associations, réparties dans 10 régions (9 métropolitaines et 2 territoires ultra-marins, la Guyane et Mayotte, 2 régions particulièrement touchées) au travers de 40 projets de soutien aux personnes vulnérables et de sensibilisation.

Le programme des « Aides d'urgence », dédié à l'accompagnement de personnes malades en situation de grande précarité, a permis de soutenir plus de 300 familles. Une centaine de malades estrangers ont également bénéficié d'un appui juridique dans leurs démarches pour l'obtention d'un titre de séjour pour soins et l'ouverture des droits afférents.

L'EFFICACITÉ ÉCONOMIQUE AU SERVICE DE L'UTILITÉ SOCIALE

Ressources 2023

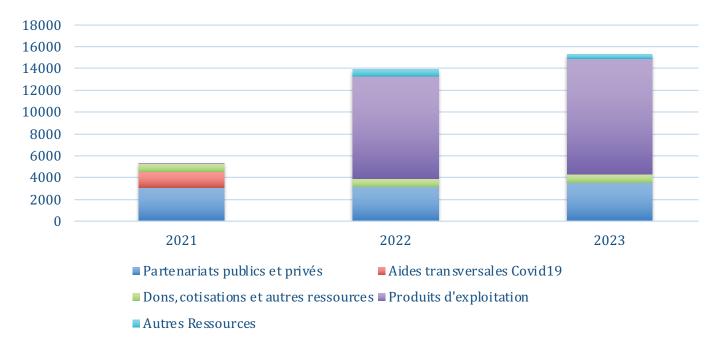


■Partenariats publics et privés ■Produits d'exploitation ■Dons, cotisations et autres ressources
■Autres Ressources

En 2023, Solidarité Sida maintient son modèle unique dans le secteur de l'économie sociale et solidaire. La réalisation des ambitions en termes de sensibilisation, de prévention et d'aide aux malades passe par le développement des produits d'exploitation issus des différentes initiatives organisées par l'association, en premier lieu le festival Solidays. Ainsi, les produits d'exploitation représentent en 2023 près de 70% des ressources de l'association.

La part des partenariats publics dans le budget de l'association augmente de 18% entre 2022 et 2023, due à l'augmentation des subventions fléchées accordées au titre des programmes multi-pays (triennales Autonomisation et FORSS). Les dons sont issus des opérations Rubans Rouges menées grâce à la mobilisation de plus de 400 bénévoles dans les salles de concert à Paris et en région d'une part, et d'autre part, lors du festival.

Ressources



Le modèle économique de Solidarité Sida repose aussi sur la capacité de l'association à fédérer autour de son projet. Les équipes de l'association consacrent une énergie importante à fidéliser une chaîne de soutiens solidaires sans lesquels le projet ne pourrait nourrir autant d'ambitions. Grâce à l'engagement des bénévoles, des agences et des prestataires solidaires qui accompagnent l'association, l'activité globale de Solidarité Sida peut être valorisée à près de 18 M€, dont près de 3,5M€ de contributions volontaires en nature. A titre indicatif les effectifs permanents de l'association s'élevaient à 49 personnes au 31 décembre 2023.

L'EXIGENCE DE RIGUEUR **ET DE TRANSPARENCE**

Les comptes annuels clos au 31 décembre 2023 ont fait l'objet d'une certification par le cabinet de commissariat aux comptes PKF Arsilon. La certification atteste que les comptes annuels sont réguliers et sincères, et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'Association Afrique à la fin de l'exercice 2023.

Les états financiers ont été établis et présentés conformément aux règles et aux principes comptables français.

AUTRES INFORMATIONS RÉGLEMENTAIRES

L'Association Solidarité Sida applique depuis le 1er janvier 2020 le règlement ANC n°2018-06 relatif aux comptes annuels des personnes morales de droit privé à but non lucratif. Il est à noter que les comptes de l'association n'ont pas fait l'objet de changement de méthode comptable.

Solidarité Sida et du Fonds Solidarité Sida Les états financiers des deux Associations ont été préparés sur la base de la continuité. Il n'y a pas d'évènements postérieurs à la clôture impactant les comptes arrêtés au 31 décembre 2023. Il n'y a pas eu de changement de méthode comptable ni de modifications intervenues dans la présentation des comptes annuels.

COMPTE DE RÉSULTAT DE SOLIDARITÉ SIDA

Le résultat de l'exercice 2023 est de -496 767€ résulte de plusieurs éléments : d'une part d'une augmentation significative des charges liées aux coûts de production et d'une augmentation de la masse salariale pour faire face à l'inflation ; d'autre part si une augmentation des subventions est à relever, celle-ci est d'abord fléchée sur des missions à l'international et, par conséquent, ne permet pas d'absorber l'augmentation des coûts. Pour rappel, les produits 2022 avaient enregistré une reprise de provision issue de la billetterie 2020.

COMPTE DE RESULTAT de SOLIDARITÉ sida au 31/12/2023 (rappel de 2022)

Charges	Exercice 2023	Exercice 2022	Produits	Exercice 2023	Exercice 2022
Achats de marchandises	145 071	119 692	Produits d'exploitation	10 605 040	8 934 223
Achats de marchandises	152 243	112 597	Ventes de marchandises	7 538 216	6 595 026
Variations de stocks	-7 172	7 095	Ventes de services	3 066 824	2 339 197
Consommation en provenance des tiers	10 615 485	8 992 171	Subventions	3 058 863	2 590 731
Achats services extérieurs	10 615 485	8 992 171			
			Autres produits	702 624	470 897
			Dons	204 638	146 707
Impôts, taxes et versement assimilés	118 388	45 281	Mécénat	279 034	272 263
			Cotisations	27 435	33 805
Charges de personnel	2 448 442	2 141 721	Autres produits	191 517	18 122
Salaires	1 736 732	1 537 184			
Charges sociales	711 710	604 537			
Dotation aux amortissements et provisions	24 347	2 607	Produis financiers	6 617	2 355
Engagement à réaliser sur exercices antérieurs	311 800	95 657			
Autres charges	1 355 894	1 586 877	Produits exceptionnels	-	12 453
Soutien aux associations	745 978	1 021 049			
Autres charges	609 916	565 828			
Charges financières	-	-	Reprise de provision & transfert de charges	144 426	1 275 118
Charges exceptionnelles	-5 092	15 884			
Résultat Net	-496 767	285 886	Résultat Net	-	-
TOTAL GENERAL en Euros	14 517 570	13 285 777	TOTAL GENERAL en Euros	14 517 570	13 285 777

Les fonds propres s'établissent à **1,7 M€**, soit une baisse importante par rapport à l'année précédente. Les dettes fournisseurs inscrites au bilan ont des échéances inferieures à 1 an. Les autres dettes intègrent les enveloppes de soutiens aux associations partenaires octroyées en 2023.

BILAN de SOLIDARITÉ sida au 31/12/2023 (rappel de 2022)

Actif	Exercice 2023	Exercice 2022	Passif	Exercice 2023	Exercice 2022
Immobilisation	446 552	404.700	Founda acceptable at the course	2 246 341	4 000 455
		481 766	Fonds associatifs et réserves		1 960 455
Immobilisations incorporelles	35 195	35 195	Autres réserves	660 000	660 000
Immobilisations corporelles	28 336	28 649	Report à Nouveau	1 586 341	1 300 455
Immobilisations financières	383 021	417 922			
			Résultat de l'exercice	-497 026	285 886
Stocks	18 950	8 981			
Stocks de marchandises	18 950	8 981	Fonds Propres	1 749 315	2 246 341
Avances et Acomptes	_	-	Fonds Dédiés	311 800	328 990
Avances et acomptes versés	_	_			
,			Provisions	-	-
Créances	4 109 376	1 917 780			
Clients et Comptes rattachés	533 224	636 843			
Autres créances	3 576 152	1 280 937	Autres Dettes financières (dépôts reçus)	-	-
Valeurs mobilières de placement			Dettes fournisseurs	587 694	534 148
Sicav et Certificat de Dépôt			Fournisseurs	550 875	162 216
·			Factures non parvenues	36 819	371 932
Disponibilités	1 563 048	2 035 581	·		
Banque	1 557 370	2 013 887	Dettes fiscales et sociales	333 014	297 869
Caisse	5 678	21 694			
			Autres dettes	770 001	367 734
			Autres dettes	491 325	326 990
Charges constatées d'avance	457 791	13 514	Fonds engagés à verser	278 676	40 743
			Produits constatés d'avance	2 843 893	682 540
TOTAL GENERAL	6 595 717	4 457 622	TOTAL GENERAL	6 595 717	4 457 622

ANNEXES: LES PROGRAMMES SOUTENUS

BÉNIN

Racines (Cotonou)

Dépistage et prise en charge globale des couches les plus vulnérables et des personnes vivant avec le VIH dans les communes de Cotonou et Savalou - Promotion d'une sexualité responsable auprès des jeunes apprentis et élèves de 15 à 24 ans

ABS - Association Burkinabé de Solidarité (Bobo-Dioulasso)

Projet d'accompagnement psychosocial des personnes vivant avec le VIH dans le district sanitaire de N'Dorola en 2022 au Burkina Faso

ADS - Dounia Solidarité+ (Ouagadougou) Renforcement de l'accompagnement médical et socio-éonomique au profit des PVVIH les plus nécessiteux de l'arrondissement de Boulmiougou au Burkina Faso

ADT - Association Dispensaire Trottoir (Bobo-Dioulasso)

Centre convivial jeunes, prévention de la transmission du VIH/sida et de la santé de la reproduction chez les jeunes scolaires et non scolaires de la ville et des villages environnants de Bobo-Dioulasso - Projet d'appui aux personnes infectées par le VIH/sida pour une meilleure prise en charge médicale et contribution à la prévention de la transmission mère enfant du VIH

ALUBJ - Association Liaison Universelle (Ouagadougou)

Renforcement des actions préventives et du suivi médical au profit de jeunes filles en situation de vulnérabilité face aux IST/VIH/sida

CAMEROUN

AFASO - Association des Femmes Actives et Solidaires (Yaoundé)

Prise en charge de qualité par un renforcement de l'accompagnement psychosocial des membres de l'AFASO et autres PVVIH

Alternatives-Cameroun (Douala) Cascade 22 - ONLINE 22

Colibri (Bafoussam)

Prise en charge des IST/VIH/sida auprès des (MSM/TG)

MEJ - La Maison des Enfants et des Jeunes de Bafou (Dschang)

« Sauver les nouvelles générations »

SWAA Littoral - Society for Woman and Aids in Africa (Douala)

Optimisation des soins des personnes vivant avec le VIH afin d'atteindre les objectifs de l'ONUSIDA - Pérennisation des actions de préventions primaire et secondaire du VIH et des IST auprès des travailleur·euse·s de sexe, des déplacé·e·s et usager·ère·s des drogues - Renforcement de la prévention auprès des adolescents des établissements d'enseignement secondaire et les jeunes suivis au Centre par l'éducation globale à la sexualité, la sensibilisation, le dépistage du VIH et autres IST

CÔTE D'IVOIRE

C.SAS - Centre Solidarité et Action Sociale (Bouaké)

Programme Autonomisation

COVIE - ONG Conscience et Vie (Dabou)
Projet de renforcement du dépistage des IST/VIH/sida et de prise en charge clinique,
psychosociale et juridique dans le district sanitaire de Dabou sur 12 mois dans une population de 1020 TS

ONG Hêrê (Sassandra)

Ralentir la croissance de VIH chez les adolescents et populations jeunes (15-24 ans) en optimisant l'accès à l'auto-dépistage et la PrEP

RSB - Renaissance Santé Bouaké (Yamoussoukro)

Projet d'hébergement temporaire, de conseils diététiques et à l'observance au traitement des PVVIH y compris ceux en réplication virale

USV - Association Unis pour Sauver des Vies (Bouaflé)Projet « JEUNES POUR JEUNES » ou Prévention de la transmission des IST/VIH/sida chez 400 jeunes vulnérables âgé·e·s de 15 à 24 ans et 100 professionnelles du sexe dans le district sanitaire de Bouaflé en Côte d'Ivoire

ÉGYPTE

AL SHEHAB (Le Caire)

Observatoire communautaires sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Egypte

FRANCE

Acceptess-T (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité à destination des personnes transgenres Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH

Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

AMAV - CHU de Tours (Tours)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec le VIH

Appui santé Loiret (Tours)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec

ARAP - Rubis (Nîmes)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des travailleur euses du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale des travailleur·euse·s du sexe

ASAV - Association Sociale Alsace VIH

Aide matérielle d'urgence aux PVVIH en situation de grande précarité, d'éviter toute forme d'exclusion sociale compromettant la prise en charge thérapeutique.

Accompagnement juridique des travailleur·euse·s du sexe latino-americain·e·s en situation de précarité administrative - Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH

ASUD Mars Say Yeah (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes usager·ère·s de drogue -Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes usager-ère-s de drogue

Aurore Mijaos (Paris)

Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

Autres Regards (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité de 50 TS - Hébergement d'une dizaine de TS

Basiliade (Lyon) Aide aux besoins de première nécessité auprès des travailleur euse s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur·euse·s du sexe

Basiliade Chemin Vert (Paris)

Accompanement juridique des personnes migrantes vivnt avec le VIH en situation de précarité administrative - Aide aux besoins de première nécessité auprès de jeunes mi-grants LGBTQI+ en situation de grande vulnérabilité - Aide aux besoins de première nécessité des PWIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de jeunes mi-grants LGBTQI+ en situation de grande précarité - Hébergement et prise en charge médico-sociale des PWIH

Basiliade Lyon

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale des PVVIH

Basiliade Uraca

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes migrantes vulnérables ou vivants avec le VIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes

BUS 31/32 (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes usagères de drogue

Cabiria (Lyon Cedex 01)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des travailleur euse s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur·euse·s du sexe

Centre LGBTQIA+ Côte d'Azur

Lutte contre les discriminations LGBT et Prévention du VIH et IST sur la Côte d'Azur

Comité des Familles (IDF)

Accompagnement médico-social des personnes concernées par le VIH et sensibilisation sur la santé sexuelle.

Dessine Moi Un Mouton (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité à destination des jeunes et femmes avec enfants vivant avec le ${\sf VIH}$

Entr'Aides Guyane (Cayenne)

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH

Entr'AlDsida Limousin (Limoges)

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes migrantes vivants avec le VIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes migrantes P\/\/IH

Grisélidis (Toulouse)

Aide aux besoins de première nécessité auprès des travailleur.euse.s du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur-euse·s du sexe

Aide aux besoins de première nécessité à destination des femmes migrantes vivant avec le VIH - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes migrantes vivant avec le VIH

L'Arbre Fromager (Cayenne)

Aide aux besoins de première nécessité à destination des femmes en situation de vulnérabilité - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes vulnérables

Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur·euse·s du sexe

Aide aux besoins de première nécessité auprès des travailleur euses du sexe - Hébergement et prise en charge médico-sociale de travailleur euses du sexe - Aide aux besoins de première nécessité auprès des jeunes usager·ères·s de drogue

Nariké M'Sada (Mayotte)

Association de santé communautaire de lutte contre le sida. Promotion d'une meilleure santé sexuelle et reproductive de la population à Mayotte.

Nouvelle Aube (Marseille)

Association communautaire, axée sur la pair-éducation entre jeunes en situation de précarité et de risques.

PASTT (Paris)

Aide aux besoins de première nécessité à destination des personnes transgenres - Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes transgenres

Aide aux besoins de première nécessité auprès des personnes usagères de drogue -Hébergement et prise en charge médico-sociale de personnes usager-ère-s de drogue

Réduire les Risques (Montpellier)

Aide aux besoins de première nécessité de 41 femmes usagères de drogues - Hébergement de 8 femmes usagères de drogues

RE-VIH Mulhouse

Aide aux besoins de première nécessité des PWIH en grande précarité

Réduire les risques

Aide aux besoins de première nécessité auprès des femmes usagères de drogue - Hébergement et prise en charge médico-sociale de femmes usagères de drogue

Réseau Santé Marseille Sud (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH en grande précarité - Hébergement et prise en charge médico-sociale de PVVIH et de leur famille

Sol En Si (Bobigny)

Aide aux besoins de première nécessité des PVVIH et de leurs familles

Sol En Si (Marseille)

Aide aux besoins de première nécessité à destination des mères infectées par le VIH

DNP+ (New Delhi)

Projet de prise en charge des personnes usagères de drogue vivant avec le VIH dans la ville de New Delhi et ses environs. (« Treat and retain Delhi »).

MARSA (Beyrouth)

Centre de santé sexuelle MARSA : prise en charge médicale et psychosociale des I GBTOI+

MADAGASCAR

AINGA / AIDES (Antananarivo)

Éducation par les pairs pour les personnes détenues et usager ère s de drogue par injection

AKS Kénédougou Solidarité (Sikasso)

Réduire la mortalité et la morbidité chez les adultes et les enfants vivant avec le VIH grâce à un meilleur accès au traitement, aux soins et au soutien des personnes vivant avec le VIH - Améliorer l'Accès des Travailleuses du Sexe aux services de prévention, de dépistage et de soins de l'infection à VIH à Sikasso au Mali

100% Mamans (Tanger)

Approche globale de proximité auprès des mères célibataires et jeunes vulnérables de santé reproductive, de prévention de grossesse non désirée et de transmission du VIH/sida dans la ville de Tanger

AHSUD (Tanger)

Projet d'accompagnement psychosocial des personnes usagères de drogues

ALCS (Marrakech)

Centre de santé sexuelle pour les populations clés - Dar Al Borj

ASCS - Association Sud Contre le Sida (Agadir)

Prévention de proximité auprès des jeunes

RDR MAROC (Nador)

Projet d'accompagnement psychosocial à la reconstruction du projet de vie des usa-gers de drogue injectable au sein du pôle communautaire du Centre d'addictologie de Nador

RDR MAROC (Tanger)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés au Maroc

AGD (Nouakchott)

Observatoire communautaire sur la qualité des services de santé pour les PVVIH et populations clés en Mauritanie

ANLCDI (Niamey)

Programme de prévention des jeunes scolaires et universitaires sur la consommation de drogues et les IST-VIH/sida

MVS - Mieux Vivre avec le sida (Niamey)

Prise en charge médicale et psychosociale des personnes infectées et/ou et/ou affectées par les IST-VIH/sida suivies au niveau de MVS

NIGÉRIA

Centre for the Right to Health (Abuja)

Consolidating Mobile Health Care Delivery and Education for Persons living with HIV and other Vulnerable Populations in Nigeria (Health on Wheels)

AFIA SANTE (Isiro)

Support médical et psychosocial aux couples mères-bébés et partenaires dépistés VIH+ dans les sites PTME décentralisés de la zone sanitaire rurale d'Isiro

SOS sida (Bukavu)

Centre MEDICO-SOCIAL SOLIDAIRE (CMS)

RÉPUBLIQUE DU CONGO

ASU - Association Serment Universel (Brazzaville)

Tobikisa Mwana - Dépistage et prise en charge globale des femmes seropositives en grossesse et allaitantes à Dolisie

AVENIR POSITIF (Pointe Noire)

Améliorer la qualité de vie des PWIH par une prise en charge médicale, psychologique, sociale, nutritionnelle, économique et juridique.

AZUR Développement (Brazzaville)

Protection des filles contre les IST, le VIH/sida et les violences basées sur le genre dans le département de la Bouenza

ARF - The Andrey Rylkov Foundation for Health and Social Justice (Moscou) Moscow Harm Reduction Project 2022

SÉNÉGAL

AJD PASTEEF (Dakar)

Approche Participative de Prévention du VIH chez les jeunes de 15 à 24 ans

BOKK YAKAAR (Fatick)

Projet d'assistance et de soutien aux PVVIH de la région rurale de Fatick

ONG Espoir pour l'Enfance - EPE (Ziguinchor)

Promouvoir et protéger les droits de l'enfant en situation de vulnérabilité. Participer à la prévention et à la lutte contre toute forme de maladie affectant particulièrement les enfants

TOGO

AAEC - Afrique Arc en Ciel (Lomé)

ACCESS - IN (Accès aux services de soins et de prise en charge du VIH pour les HSH des villes de l'intérieur du Togo)

AST - Action Santé pour Tous (Baguida / Djagblé)

Appui à la prise en charge globale des PVIH dans la banlieue Est de Lomé - Centre Jeunes au Togo : renforcement et développement des activités socio-éducatives et de promotion de la santé sexuelle

CRIPS - TOGO (Noepé)

Offre des services de prévention combinée aux adolescent e s et jeunes de moins de 25 ans dans les Préfectures de l'Avé et d'Agoè-Nyivé

EVT - Espoir Vie Togo (Aného)

Projet d'intensification de la prise en charge des PVVIH, OEV et HSH dans la ville d'Aného et ses environs

Le JADE - Pour la Vie ! (Lomé)

Prévention de la transmission des IST/VIH et des grossesses non désirées chez les jeunes scolaires et extrascolaires dans la commune de Lomé - Projet de soutien médical aux personnes vivant avec le VIH/sida à Lomé

ATL (Tunis)

Les Jasmins : centre de prise en charge médicale et psychosociale dédié aux femmes usagères de drogues

ALLIANCE GLOBAL (Kiev)

Soutien et accompagnement des HSH séropositifs

KCCF BLAGO - KHARKIV CITY CHARITABLE FOUNDATION (Kharkiv)

Accompagnement médical et psychosocial des TS

SOUTIENS

Solidarité Sida et le FSSA sont heureux de compter parmi leurs soutiens publics, fidèles et engagés :

















REGION BOURGOGNE FRANCHE COMTE





















16bis avenue Parmentier F-75011 PARIS

Tel:+33 1 53 10 22 22 **www.solidarite-sida.org**